



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE  
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 26 FÉVRIER 2019  
GEMEENTERAAD VAN 26 FEBRUARI 2019

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ,  
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ,  
Caroline Lhoir, Christophe De Beukelaer, Françoise de Callatay-Heibiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Pascal Lefèvie, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,  
Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Uisel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy Verheyen, Alexandre Pison, Georges Dallemagne, Cécile Vaincel, Claire Renson-Tihon, Catherine Bruggeman, Etienne Dujardin , Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans , Muriel Godhaird, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Aude Vandeputte, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ,  
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communal ff/d d Gemeentesecretaris*

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Aymeric de Lamotte, Jonathan de Patoul , *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Secrétariat - Secretariaat**

26.02.2019/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 21.01.2019**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;  
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 21.01.2019.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 21.01.2019**

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 21.01.2019 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

32 stemmeis : 32 positieve stemmen.

---

26.02.2019/A/0002 **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Organisation par la commune de réunions de travail, de commissions, de fêtes, ... - Débours - Exercice 2018 - Prise de connaissance**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ,

Vu l'arrêté d'exécution du 04.10.2018 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 5, § 1 de ladite ordonnance conjointe ,

Vu l'arrêté d'exécution du 04.10.2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 7 de ladite ordonnance conjointe ,

Vu la circulaire du 20.11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application de ladite ordonnance conjointe ;

Vu notamment le point "Frais de représentation" de ladite circulaire qui précise les éléments suivants : "Si la commune souhaite inviter les dirigeants d'une ville jumelée ou si le collège organise un repas pour discuter avec les représentants d'une autorité supérieure, ce n'est pas le mandataire individuel, mais la commune qui prend l'initiative et paie les frais. Il ne s'agit pas alors de frais de représentation, de frais de fonctionnement ou d'avantages de toute nature pour les mandataires Il en va de même, par exemple, pour un déjeuner frugal servi lors d'une réunion interne" ;

PREND CONNAISSANCE, dans le cadre de l'application de l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois et de sa circulaire d'application du 20.11.2018, des débours ci-après, supportés pour l'exercice 2018 par la commune de Woluwe-Saint-Pierre et relatifs à l'organisation par la seule commune de réunions de travail internes et externes, de commissions de concertation, de fêtes, ... :

1. Repas ou collations servis aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et aux membres de la Commission de Concertation Urbanisme lors de réunions de travail 2018 (délibération #019/22.11.2017/B/0005#) .

- a. avec imputation à l'article 1010/123-02 en faveur de :

- SIRRE pour un montant total de 181,20 EUR
- FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 1.080,48 EUR
- LE PAIN QUOTIDIEN pour un montant total de 2 420,00

EUR

- GOÛT ET VIE pour un montant total de 657,18 EUR
- ROB pour un montant total de 1.760,68 EUR
- DELI UCCLE S.P R L pour un montant total de 119,00 EUR
- EXKI pour un montant total de 532,90 EUR
- MIDI PLAISIR pour un montant total de 304,80 EUR
- KOI TAKE AWAY pour un montant total de 144,00 EUR
- LA MIE D'ARI pour un montant total de 232,59 EUR

b. avec imputation à l'article 9300/124-02 en faveur de :

- GOÛT ET VIE pour un montant total de 152,64 EUR
- ROB pour un montant total de 56,60 EUR
- Traiteur PANDIN pour un montant total de 3.015,50 EUR

2 Déjeuners de travail organisés en 2018 à l'hôtel communal à l'initiative de l'autorité communale ou des chefs de service (délibération #019/16.11.2017/B/0008#) :

a. avec imputation à l'article 1010/123-02 en faveur de :

- REFUEL pour un montant total de 90,00 EUR
- SIRRE pour un montant total de 135,50 EUR
- ROB pour un montant total de 198,00 EUR
- PROXY DELHAIZE pour un montant total de 34,40 EUR
- LA FLEUR DU PAIN pour un montant total de 61,10 EUR
- COLRUYT pour un montant total de 106,60 EUR

b avec imputation à l'article 1040/123-02 en faveur de :

- S.P.R.L. TAPASSOIF pour un montant total de 326,00 EUR
- SIRRE pour un montant total de 32,80 EUR
- ROB pour un montant total de 190,00 EUR
- GOÛT ET VIE pour un montant total de 190,80 EUR
- DAGOBERT pour un montant total de 21,00 EUR

c. avec imputation à l'article 1040/123-48 en faveur de :

- MIRABELLE pour un montant total de 430,50 EUR
- SANDWICH & CO pour un montant total de 29,60 EUR

d. avec imputation à l'article 1050/123-16 en faveur de :

- ROB pour un montant total de 165,00 EUR

e. avec imputation à l'article 1060/123-17 en faveur de :

- LA POMME DE BABELLE pour un montant total de 997,50 EUR
- VANCOMPENOLLE pour un montant total de 90,50 EUR

f. avec imputation à l'article 1310/123-02 en faveur de .

- LA POMME DE BABELLE pour un montant total de 100,00 EUR

g. avec imputation à l'article 7010/123-16 en faveur de :

- COLRUYT pour un montant total de 137,56 EUR

h. avec imputation à l'article 7010/123-48 en faveur de .

- DELHAIZE pour un montant total de 9,63 EUR
  - COLRUYT pour un montant total de 62,27 EUR
  - LA POMME DE BABELLE pour un montant total de 172,75 EUR
  - SEGERS pour un montant total de 272,00 EUR
- i. avec imputation à l'article 7630/123-16 en faveur de :
- S.P.R.L. TAPASSOIF pour un montant total de 120,00 EUR
- j. avec imputation à l'article 7671/123-16 en faveur de :
- COLRUYT pour un montant total de 64,20 EUR
- k. avec imputation à l'article 7672/123-16 en faveur de :
- COLRUYT pour un montant total de 324,21 EUR
  - MAKRO pour un montant total de 174,55 EUR
- l. avec imputation à l'article 8510/123-48 en faveur de :
- LA MIE D'ARI pour un montant total de 231,86 EUR
  - GOOSSENS pour un montant total de 80,00 EUR
- m. avec imputation à l'article 8790/123-48 en faveur de :
- OXFAM pour un montant total de 103,80 EUR
  - MIDI PLAISIR pour un montant total de 38,10 EUR
  - COOMANS de BRACHENE pour un montant total de 450,00 EUR
3. Buffet servi dans le cadre de la fête annuelle 2018 en l'honneur du personnel pensionné de la commune et du C.P.A.S. (délibération #019/29.06.2017/B/0008#) :
- a. avec imputation à l'article 1310/123-16 en faveur de :
- SAVEURS ET DELICATESSES pour un montant total de 11.833,79 EUR
4. Repas servis dans le cadre de la fête annuelle 2018 de Saint-Eloi (Bon de commande n° 1.849 - Engagement n° 11.496) .
- a. avec imputation à l'article 1370/123-16 en faveur de :
- ALLIANCE TEAM pour un montant total de 4.530,50 EUR
- 5 Réception avec lunch servi au personnel communal dans le cadre des fêtes de fin d'année 2018 et de la présentation des vœux de nouvel an 2019 (délibération #019/08.02.2018/B/0006#) :
- a. avec imputation à l'article 1050/123-16 en faveur de :
- LA MIE D'ARI pour un montant total de 3.635,80 EUR
- b. avec imputation à l'article 7630/123-16 en faveur de :
- LA MIE D'ARI pour un montant total de 2.387,94 EUR
- 6 Cocktail dans le cadre du Printemps de l'Emploi 2018 (délibération #019/01.02.2018/B/0067#) :
- a. avec imputation à l'article 8510/123-48 en faveur de :
- GOÛT ET VIE pour un montant total de 445,20 EUR
7. Réunion sous forme de déjeuner de travail pour les membres du jury du Prix des Arts 2018 (délibération #019/24.10.2018/B/0043#) .
- a. avec imputation à l'article 7700/123-16 en faveur de
- COOKIE D'OR pour un montant total de 260,00 EUR

8. Réception "Pavé de la mémoire" (Bon de commande n° 946 - Engagement n° 6.066) .

a. avec imputation à l'article 1040/123-48 en faveur de :

- PQ BELGIUM pour un montant total de 830,00 EUR

Le Conseil prend connaissance.

---

**GR - Ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Organisatie door de gemeente van werkvergaderingen, van commissies, van feesten, ... - Onkosten - Dienstjaar 2018 - Kennisneming**

DE RAAD,

Gelet op de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen ;

Gelet op het gezamenlijk uitvoeringsbesluit van 04.10.2018 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter uitvoering van artikel 5, § 1 van genoemde gemeenschappelijke ordonnantie ;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 04.10.2018 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ter uitvoering van artikel 7 van genoemde gemeenschappelijke ordonnantie ;

Gelet op de omzendbrief van 20.11.2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toepassing van deze ordonnantie van 14.12.2017 ;

Gelet met name op punt "Representatiekosten" van voornoemde omzendbrief waarin het volgende bepaald wordt : "Als de gemeente het bestuur van een zusterstad wenst uit te nodigen of als het college een maaltijd organiseert met het oog op besprekingen met een hogere overheid, is het de gemeente en niet de individuele mandataris die daartoe het initiatief neemt en de kosten betaalt. Het gaat dan niet om representatiekosten, werkingskosten of voordelen van alle aard voor de mandatarissen. Hetzelfde geldt bijvoorbeeld voor een bescheiden lunch tijdens een interne vergadering." ;

NEEMT KENNIS, in het kader van de de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen en van zijn toepassingsomzendbrief van 20.11.2018, van de hierna vermelde kosten gedragen door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2018 en met betrekking tot de organisatie enkel en alleen op initiatief van de gemeente van interne en externe werkvergaderingen, van overlegcommissies, van feesten, ... :

1 (Lichte) maaltijden opgediend aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en aan de leden van de Stedenbouwkundige Overlegcommissie tijdens werkvergaderingen 2018 (beraadslaging #019/22.11.2017/B/0005#) :

a. geboekt op artikel 1010/123-02 ten voordele van :

- SIRRE voor een totaalbedrag van 181,20 EUR
- FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaalbedrag van 1.080,48 EUR
- "LE PAIN QUOTIDIEN" voor een totaalbedrag van 2.420,00

EUR

- "GOÛT ET VIE" voor een totaalbedrag van 657,18 EUR
- ROB voor een totaalbedrag van 1 760,68 EUR
- "DELI UCCLE" B.V B A. voor een totaalbedrag van 119,00 EUR
- EXKI voor een totaalbedrag van 532,90 EUR
- "MIDI PLAISIR" voor een totaalbedrag van 304,80 EUR
- KOI TAKE AWAY voor een totaalbedrag van 144,00 EUR
- "LA MIE D'ARI" voor een totaalbedrag van 232,59 EUR

b. geboekt op artikel 9300/124-02 ten voordele van .

- "GOÛT ET VIE" voor een totaalbedrag van 152,64 EUR
- ROB voor een totaalbedrag van 56,60 EUR
- TRAITEUR PANDIN voor een totaalbedrag van 3.015,50 EUR

2. Werklunches gehouden in 2018 in het gemeentehuis op initiatief van de gemeentelijke overheid of van de dienstchefs (beraadslaging #019/16.11 2017/B/0008#) .

a. geboekt op artikel 1010/123-02 ten voordele van :

- REFUEL voor een totaalbedrag van 90,00 EUR
- SIRRE voor een totaalbedrag van 135,50 EUR
- ROB voor een totaalbedrag van 198,00 EUR
- PROXY DELHAIZE voor een totaalbedrag van 34,40 EUR
- "LA FLEUR DU PAIN" voor een totaalbedrag van 61,10 EUR
- COLRUYT voor een totaalbedrag van 106,60 EUR

b geboekt op artikel 1040/123-02 ten voordele van :

- B.V.B.A. TAPASSOIF voor een totaalbedrag van 326,00 EUR
- SIRRE voor een totaalbedrag van 32,80 EUR
- ROB voor een totaalbedrag van 190,00 EUR
- "GOÛT ET VIE" voor een totaalbedrag van 190,80 EUR
- "DAGOBERT" voor een totaalbedrag van 21,00 EUR

c. geboekt op artikel 1040/123-48 ten voordele van .

- "MIRABELLE" voor een totaalbedrag van 430,50 EUR
- SANDWICH & CO voor een totaalbedrag van 29,60 EUR

d geboekt op artikel 1050/123-16 ten voordele van :

- ROB voor een totaalbedrag van 165,00 EUR

e. geboekt op artikel 1060/123-17 ten voordele van .

- "LA POMME DE BABELLE" voor een totaalbedrag van 997,50 EUR
- VANCOMPENOLLE voor een totaalbedrag van 90,50 EUR

f. geboekt op artikel 1310/123-02 ten voordele van :

- "LA POMME DE BABELLE" voor een totaalbedrag van 100, EUR

g geboekt op artikel 7010/123-16 ten voordele van .

- COLRUYT voor een totaalbedrag van 137,56 EUR
- h. geboekt op artikel 7010/123-48 ten voordele van :
- DELHAIZE voor een totaalbedrag van 9,63 EUR
  - COLRUYT voor een totaalbedrag van 62,27 EUR
  - "LA POMME DE BABELLE" voor een totaalbedrag van 172,75 EUR
  - SEGERS voor een totaalbedrag van 272,00 EUR
- i. geboekt op artikel 7630/123-16 ten voordele van :
- B.V.B.A. TAPASSOIF voor een totaalbedrag van 120,00 EUR
- j. geboekt op artikel 7671/123-16 ten voordele van .
- COLRUYT voor een totaalbedrag van 64,20 EUR
- k. geboekt op artikel 7672/123-16 ten voordele van .
- COLRUYT voor een totaalbedrag van 324,21 EUR
  - MAKRO voor een totaalbedrag van 174,55 EUR
- l. geboekt op artikel 8510/123-48 ten voordele van .
- "LA MIE D'ARI" voor een totaalbedrag van 231,86 EUR
  - GOOSSENS voor een totaalbedrag van 80,80 EUR
  - "FRESH HEURE" voor een totaalbedrag van 75,00 EUR
- m. geboekt op artikel 8790/123-48 ten voordele van .
- OXFAM voor een totaalbedrag van 103,80 EUR
  - "MIDI PLAISIR" voor een totaalbedrag van 38,10 EUR
  - COOMANS de BRACHENE voor een totaalbedrag van 450,00 EUR
3. Buffet opgediend in het kader van het jaarlijks feest 2018 ter ere van het gepensioneerd personeel van de gemeente en van het O.C.M.W. (beraadslaging #019/29.06.2017/B/0008#)
- a. geboekt op artikel 1310/123-16 ten voordele van :
- "SAVEURS ET DELICATESSES" voor een totaalbedrag van 11.833,79 EUR
4. Maaltijden opgediend in het kader van het jaarlijks feest 2018 van Sint-Elooi (Bestelbon nr. 1.849 - Vastlegging nr. 11.496) :
- a. geboekt op artikel 1370/123-16 ten voordele van :
- ALLIANCE TEAM voor een totaalbedrag van 4.530,50 EUR
5. Receptie met lunch geserveerd aan het gemeentepersoneel in het kader van de eindejaarsfeesten 2018 en van de nieuwjaarswensen 2019 (beraadslaging #019/02.02.2017/B/0008#) :
- a. geboekt op artikel 1050/123-16 ten voordele van :
- "LA MIE D'ARI" voor een totaalbedrag van 3.635,80 EUR
- b. geboekt op artikel 7630/123-16 ten voordele van :
- "LA MIE D'ARI" voor een totaalbedrag van 2.387,94 EUR
6. Cocktail in het kader van Lentefest 2018 (beraadslaging #019/01.02.2018/B/0067#) :
- a. geboekt op artikel 8510/123-48 ten voordele van :
- "GOÛT ET VIE" voor een totaalbedrag van 445,20 EUR
7. Vergadering onder vorm van een werklunch voor de juryleden van de

Kunstprijz 2018 (beraadslaging #019/24 10 2018/B/0043#) ·

a. geboekt op artikel 7700/123-16 ten voordele van :

- "COOKIE D'OR" voor een totaalbedrag van 260,00 EUR

8. Receptie "Pavé de la mémoire" (Bestelbon nr. 946 - Vastlegging nr. 6 066) :

a. geboekt op artikel 1040/123-48 ten voordele van :

- PQ BELGIUM voor een totaalbedrag van 830,00 EUR

De Raad neemt kennis.

---

26.02.2019/A/0003 **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Fixation du montant des rémunérations des bourgmestre et échevins - Fixation du montant des avantages de toute nature et des frais de représentation des bourgmestre, échevins et conseillers communaux - Fixation du montant des jetons de présence des conseillers communaux - Fixation de la liste des outils de travail mis à disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux pour l'exercice de leur mandat - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu l'arrêté d'exécution du 04.10.2018 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 5, § 1 de ladite ordonnance conjointe ;

Vu l'arrêté d'exécution du 04.10.2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 7 de ladite ordonnance conjointe ;

Vu la circulaire du 20.11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application de ladite ordonnance conjointe ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 12, 19 et 28 ,

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30.01.2002 fixant à 105,00 EUR au 01.01.2002 le montant des jetons de présence des membres du Conseil communal pour l'assistance aux séances et aux commissions du Conseil communal, montant indexé au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice ;

Vu la nécessité de mettre à jour pour le futur le contenu de la délibération du 27.02.2018 du Conseil communal portant fixation du montant des rémunérations des bourgmestre et échevins, fixation du montant des avantages de toute nature et des frais de représentation des bourgmestre, échevins et conseillers communaux, fixation du montant des jetons de présence des conseillers communaux et fixation de la liste des outils de travail mis à disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux pour l'exercice de leur mandat ;

DECIDE, en application de l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois .

1. d'arrêter conformément aux dispositions des articles 19 et 28 de la nouvelle loi



- communale, telle que modifiée, le montant des rémunérations dont bénéficient les bourgmestre et échevins au cours de l'année 2019, en précisant qu'à sa demande personnelle les rémunérations de M. Benoit CEREXHE en sa qualité de bourgmestre ont été et seront réduites de manière à répondre aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance du 14 12 2017 susmentionnée ;
2. d'arrêter comme suit le montant des avantages de toute nature et des frais de représentation dont bénéficient le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux :
- en dehors d'un véhicule communal et d'un abonnement GSM mis à la disposition du bourgmestre, aucun avantage de toute nature, aucun frais de représentation n'est attribué au bourgmestre, aux échevins et aux conseillers communaux ,
  - la commune seule organise des réceptions et représentations en exécution de délibérations prises préalablement par le Collège des Bourgmestre et Echevins et communiquées au Conseil communal ;
  - ces réceptions et représentations ne constituent ni des avantages de toute nature ni des frais de représentation dont bénéficient le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux ;
  - ces réceptions et représentations constituent uniquement des frais de représentation de la commune, par et pour elle-même ;
3. d'arrêter comme suit le montant des jetons de présence dont bénéficient les membres du Conseil communal en application notamment de l'article 12 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée:
- fixation à 143,24 EUR au 01.01.2019 du montant indexé des jetons de présence des membres du Conseil communal pour leur assistance aux séances et aux commissions du Conseil communal au cours de l'année 2019 ;
  - adaptation de ce montant annuellement au 1er janvier de l'exercice en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (indice santé), l'indice de référence étant celui du mois de décembre 2001, soit 109,23 (base 1996 = 100) ou 96,01 (base 2004 = 100), l'indice nouveau étant celui du mois de décembre 2018 précédant la présente réadaptation, soit 149,01 (base 1996 = 100) ou 130,98 (base 2004 = 100), et le montant du jeton de présence de base étant celui du mois de janvier 2002, soit 105,00 EUR ;
  - interdiction de cumul des jetons de présence pour les séances qui ont lieu le même jour et/ou qui se prolongent au-delà de minuit ;
  - en moyenne 20 jetons de présence par année par membre du Conseil communal pour les séances et les commissions du Conseil communal ;
  - absence de jeton de présence pour le bourgmestre et les échevins ;
  - absence de jeton de présence pour les ministres et les secrétaires d'état ;
  - double jeton de présence pour le président du Conseil communal ou celui qui le remplace, à l'exclusion du bourgmestre ou de son remplaçant ;
4. d'arrêter comme suit la liste des outils de travail mis à disposition du bourgmestre, des échevins, des conseillers communaux et strictement nécessaires et justifiés pour l'exercice de leur mandat .

- a. Bourgmestre, M Benoit CEREXHE :
- un bureau, local et mobilier ;
  - 1 ordinateur, 1 tablette, 2 téléphones fixes, 1 appareil multifonction (imprimante, photocopieuse, scanner, télécopieuse), 1 nécessaire de bureau ;
  - un véhicule communal mis à disposition ,
- b. Echevin 1, Mme Caroline LHOIR :
- un bureau, local et mobilier ;
  - 1 tablette + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ,
- c. Echevin 2, M. Christophe DE BEUKELAER :
- un bureau, local et mobilier ,
  - 1 tablette + dockstation, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ,
- d. Echevin 3, Mme Françoise de CALLATAY .
- un bureau, local et mobilier ;
  - 1 ordinateur, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ,
- e. Echevin 4, M. Antoine BERTRAND :
- un bureau, local et mobilier ,
  - 1 tablette + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
- f. Echevin 5, Mme Carine KOLCHORY :
- un bureau, local et mobilier ;
  - 1 ordinateur fixe, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ,
- g. Echevin 6, M. Dominique HARMEL :
- un bureau, local et mobilier ;
  - 1 ordinateur, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
- h. Echevin 7, M. Pascal LEFEVRE .
- un bureau, local et mobilier ;
  - 1 tablette + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1

nécessaire de bureau ;

1. Echevin 8, M. Helmut DE VOS :

- un bureau, local et mobilier ;

- 1 tablette + docking station, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;

j. Conseillers communaux en ce compris le président du Conseil communal et son suppléant de même que le président du C.P.A.S s'il est également conseiller communal :

- un espace, son mobilier (1 table et 4 chaises), en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux et l'administration au service du Secrétariat central pour la consultation de tout dossier concernant la gestion de la commune ;

- un ordinateur en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux au service du Secrétariat central pour la consultation des dossiers inscrits à l'ordre du jour du Conseil communal ,

- un appareil multifonction en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux, les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et l'administration au service du Secrétariat central pour copie de documents du Conseil communal ou d'autres documents concernant la gestion de la commune.

- A part le véhicule mis à disposition du Bourgmestre, aucun véhicule n'est affecté aux membres du Collège des Bourgmestre et échevins, sous réserve de la possibilité pour ceux-ci d'utiliser, comme l'administration et pour les besoins du service public, le pool des véhicules communaux (véhicules, vélos électriques, etc).

- Echevins : possibilité de bénéficier d'un mécanisme par lequel la commune prend un charge un montant « split billing » de 30€/mois qui inclut les communications de téléphonie et de mobile data/broadband en Belgique générés dans le cadre de leur mandat, tout usage dépassant ce montant mensuel de 30 € étant donc facturé directement au mandataire par l'opérateur de mobilophonie.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants · 32 votes positifs.

---

**GR - Ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapcommissie betreffende de transparantie van de  
bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Vaststelling  
van het bedrag van de bezoldigingen van de burgemeester en de schepenen -  
Vaststelling van het bedrag van de voordelen van alle aard en van de  
representatiekosten van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden -  
Vaststelling van het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden -  
Vaststelling van de lijst van werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de  
burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden voor de uitoefening van hun**

## mandaat - Dienstjaar 2019

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen ;

Gelet op het gezamenlijke uitvoeringsbesluit van 04.10.2018 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot uitvoering van artikel 5, §1 van voornoemde ordonnantie

,  
Gelet op het uitvoeringsbesluit van 04.10.2018 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van artikel 7 van voornoemde ordonnantie ;

Gelet op de omzendbrief van 20.11.2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toepassing van deze ordonnantie ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 12, 19 en 28 ;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.01.2002 waarbij op 01.01.2002 het bedrag van het presentiegeld van de leden van de Gemeenteraad vastgesteld wordt op 105,00 EUR voor het bijwonen van zittingen en commissies van de Gemeenteraad, bedrag jaarlijks aan te passen op de eerste januari van het dienstjaar ;

Gelet op de noodzaak om voor de toekomst over te gaan tot het updaten van de inhoud van de beraadslaging van 27.02.2018 van de Gemeenteraad houdende vaststelling van het bedrag van de bezoldigingen van de burgemeester en schepenen, vaststelling van het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden, vaststelling van het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden en vaststelling van de lijst van werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden voor de uitoefening van hun mandaat ;

BESLUIT, in toepassing van de ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen :

1. overeenkomstig de bepalingen van de artikels 19 en 28 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, het bedrag van de bezoldigingen, die de burgemeester en schepenen gedurende het jaar 2019 genieten, vast te stellen, verduidelijkend dat de bezoldigingen van Dhr. Benoit CEREXHE in zijn hoedanigheid van burgemeester op eigen verzoek beperkt werden en zullen worden om te beantwoorden aan de bepalingen van artikel 3 van de voormelde ordonnantie van 14.12.2017 ;
2. het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten ten gunste van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden als volgt vast te stellen :
  - buiten een gemeentelijk voertuig en een gsm-abonnement dat ter beschikking van de burgemeester wordt gesteld, worden geen voordelen van alle aard, noch representatiekosten toegekend aan de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden ;
  - enkel en alleen de gemeente organiseert recepties en representaties in uitvoering van de beraadslagingen vooraf genomen door het College van Burgemeester en Schepenen en meegedeeld aan de Gemeenteraad ;

- deze recepties en representaties vormen geen voordelen van alle aard, noch representatiekosten ten gunste van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden ;
  - deze recepties en representaties zijn uitsluitend representatiekosten van de gemeente, gedaan door en voor zichzelf ,
3. het bedrag van het presentiegeld dat de leden van de Gemeenteraad krijgen in toepassing van artikel 12 van de nieuwe gemeentewet als volgt vast te stellen :
- op 01.01.2019 het geïndexeerd bedrag van het presentiegeld van de leden van de Gemeenteraad voor het bijwonen van zittingen en commissies van de Gemeenteraad voor het jaar 2019 vast te stellen op 143,24 EUR ;
  - jaarlijkse aanpassing van dit bedrag op 1 januari van het dienstjaar in functie van de evolutie van de index der consumptieprijzen (gezondheidsindex), de referentie-index zijnde deze van de maand december 2001, hetzij 109,23 (basis 1996 = 100) of 96,01 (basis 2004 = 100), de nieuwe index zijnde deze van de maand december 2018 die deze aanpassing voorafgaat, hetzij 149,01 (basis 1996 = 100) of 130,98 (basis 2004 = 100) en het bedrag van het basis-presentiegeld zijnde dat van de maand januari 2002, hetzij 105,00 EUR ;
  - verbod tot cumulatie van presentiegelden voor zittingen die dezelfde dag en/of na middernacht plaatsvinden ;
  - gemiddeld 20 presentiegelden per jaar per lid van de Gemeenteraad voor de zittingen en commissies van de Gemeenteraad ;
  - geen presentiegeld voor de burgemeester en de schepenen ;
  - geen presentiegeld voor de ministers en de staatssecretarissen ;
  - dubbel presentiegeld voor de voorzitter van de Gemeenteraad of degene die hem vervangt, met uitzondering van de burgemeester of zijn vervanger ;
4. de lijst met de werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de burgemeester, van de schepenen en van de gemeenteraadsleden en die strikt noodzakelijk en verantwoord zijn voor de uitoefening van hun mandaat als volgt vast te stellen :
- a. Burgemeester, Dhr. Benoit CEREXHE :
    - een bureel, lokaal en meubilair ;
    - 1 computer, 1 tablet, 2 vaste telefoons, 1 multifunctioneel apparaat (printer, kopieertoestel, scanner, faxtoestel), kantoorbenodigdheden ;
    - terbeschikkingstelling van een gemeentelijk voertuig ;
  - b. Schepen 1, Mw. Caroline LHOIR :
    - een bureel, lokaal en meubilair ;
    - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
  - c. Schepen 2, Dhr. Christophe DE BEUKELAER :

- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 tablet + dockstation, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- d. Schepen 3, Mw Françoise de CALLATAY :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 computer, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ,
- e. Schepen 4, Dhr. Antoine BERTRAND :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- f. Schepen 5, Mw. Carine KOLCHORY :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 vaste computer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- g. Schepen 6, Dhr. Dominique HARMEL :
- een bureel, lokaal en meubilair ,
  - 1 computer, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- h. Schepen 7, Dhr. Pascal LEFEVRE :
- een bureel, lokaal en meubilair ,
  - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- i. Schepen 8, Dhr. Helmut DE VOS :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- j. Gemeenteraadsleden met inbegrip van de voorzitter van de Gemeenteraad en zijn plaatsvervanger evenals de voorzitter van het O.C M W. indien hij ook gemeenteraadslid is :
- een ruimte en haar meubilair (1 tafel en 4 stoelen) op de dienst van het Gemeentesecretariaat in gedeeld gebruik voor het geheel van de gemeenteraadsleden en het gemeentebestuur voor het raadplegen van elk dossier met betrekking tot het beleid van de

gemeente ;

- een computer op de dienst van het Gemeentesecretariaat voor het raadplegen van de dossiers ingeschreven op de agenda van de Gemeenteraad ;
- een multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het geheel van de gemeenteraadsleden, de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en het gemeentebestuur op de dienst Centraal secretariaat voor het kopiëren van documenten van de Gemeenteraad of andere documenten met betrekking tot het beleid van de gemeente ;

- Buiten het voertuig dat ter beschikking wordt gesteld van de Burgemeester, is geen enkel ander voertuig toegewezen aan enig ander lid van het College van Burgemeester en Schepenen, maar voor dienstonodigheden kunnen zij wel, net als de personeelsleden van het gemeentebestuur, gebruik maken van het gemeentelijk wagenpark (voertuigen, elektrische fietsen, enz.).
- Schepenen : mogelijkheid om gebruik te maken van een mechanisme waarbij de gemeente een "gesplitste facturatie" van 30 euro/maand betaalt, met inbegrip van de in het kader van hun mandaat gegenereerde telefonische en mobiele gegevens/breedbandcommunicatie in België, waarbij elk gebruik boven dit maandelijkse bedrag van 30 euro rechtstreeks door de mobiele operator aan de mandataris wordt gefactureerd.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
32 stemmen : 32 positieve stemmen

---

## Service juridique - Juridische dienst

26.02.2019/A/0004 CC - Conseil communal - Démission d'un conseiller communal - Prise d'acte

LE CONSEIL,

M. le Président porte à la connaissance de l'assemblée le courrier du 31.01.2019 par lequel Mme Claire RENSON-TIHON présente la démission de ses fonctions de conseiller communal de Woluwe-Saint-Pierre à dater du 28.02.2019 et autorise le conseil communal à en prendre acte lors de la séance de ce jour ;

LE CONSEIL PREND ACTE de cette démission à dater du 28.02.2019.

Le Conseil prend acte.

---

## GR - Gemeenteraad - Ontslag van een gemeenteraadslid - Akteneming

DE RAAD,

Dhr Voorzitter brengt de brief van 31.01.2019, waarbij Mevr. Claire RENSON-TIHON haar ontslag indient voor haar functies van gemeenteraadslid te Sint-Pieters-Woluwe vanaf 28.02.2019, ter kennis van de vergadering en staat toe dat de Gemeenteraad er heden in zitting akte van neemt ,

De Raad neemt akte.

---

26.02.2019/A/0005 **CBE-CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - S.C.R.L. BRULABO - Représentation de la commune au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration**

LE CONSEIL,

Considérant que, suite à l'installation du Conseil communal issu des élections du 14.10.2018, il y a lieu de prévoir la représentation de la commune au sein des divers organes de gestion et l'attribution de diverses fonctions dans les sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée, pour la durée de la mandature 2019-2024, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2024 ,

Vu le courrier du 17.01.2019 par lequel la S.C.R.L. BRULABO rappelle les dispositions statutaires en vigueur ,

Vu les statuts de la S.C.R.L. BRULABO dans laquelle la commune est statutairement représentée, statuts prévoyant, entre autres :

- que l'assemblée générale se compose des délégués des communes associées à raison d'un délégué par commune, en ce compris le président et le vice-président ;
- que le conseil d'administration se compose de neuf membres élus par l'assemblée générale, dont le président et le vice-président , que ces membres sont élus au scrutin secret sur présentation des candidatures par les conseils communaux ;
- que les représentants des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le conseil communal de chaque commune parmi les conseillers, le bourgmestre et les échevins de la commune ;
- qu'aux fonctions d'administrateur réservées à des communes associées ne peuvent être désignés que des conseillers communaux, des bourgmestres ou des échevins ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

DECIDE .

- de désigner M. Michel NAETS, conseiller communal, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale de la S.C.R.L. BRULABO à laquelle la commune est associée, pour la durée de la mandature 2019-2024, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2024 ;
- de proposer M. Michel NAETS, conseiller communal, dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration de la S.C.R.L. BRULABO à laquelle la commune est associée, pour la durée de la mandature 2019-2024, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2024



Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**CBS-GR - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is -  
C.V.B.A. BRULABO - Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene  
vergadering en op de raad van bestuur**

DE RAAD,

Overwegende dat, ingevolge de installatie van de Gemeenteraad ontsproten uit de verkiezingen van 14.10.2018, het nodig is de vertegenwoordiging van de gemeente bij diverse beleidsorganen en de toekenning van diverse functies te voorzien in de intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is, voor de duur van de ambtstermijn 2019-2024, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024 ,

Gelet op de brief van 17.01.2019 waarbij C.V.B.A. BRULABO herinnert aan de van kracht zijnde statutaire bepalingen ;

- dat de algemene vergadering samengesteld is uit de afgevaardigden van de aangesloten gemeenten naar rato van/met één afgevaardigde per gemeente, en dit voorzitter en vice-voorzitter inbegrepen ,
- dat de raad van bestuur samengesteld is uit 9 leden verkozen door de algemene vergadering, waaronder de voorzitter en de vice-voorzitter ; dat de leden verkozen worden bij geheime stemming op voordracht van de kandidaturen door de gemeenteraden ,
- de vertegenwoordigers van de aangesloten gemeenten in de algemene vergadering door de gemeenteraad van elke gemeente worden aangewezen onder de raadsleden, de burgemeester en de schepenen van de gemeente ;
- in de bestuurdersfuncties voorbehouden aan de aangesloten gemeenten enkel gemeenteraadsleden, burgemeesters of schepenen kunnen aangesteld worden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 120 § 2 ;

BESLUIT :

- Dhr Michel NAETS, gemeenteraadslid, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering van de C.V.B.A BRULABO binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, aan te stellen voor de duur van de ambtstermijn 2019-2024, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024 ;
- Dhr. Michel NAETS, gemeenteraadslid, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur van de C V B.A. BRULABO binnen dewelke de gemeente aangesloten is, voor te stellen voor de duur van de ambtstermijn 2019-2024, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 123, 8° et 270 ;

Vu la loi du 22.12.1986 relative aux intercommunales ;

Vu l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales ;  
Considérant que l'article 2, § 1 de l'accord de coopération du 13 02 2014 relatif aux intercommunales interrégionales rend applicable le droit de la région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent, ensemble, de la plus grande part d'actionnariat ;

Que s'agissant de l'intercommunale BRUTELE, le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (ci-après CDLD) sort intégralement ses effets à l'égard de communes situées en Région de Bruxelles-Capitale, qui se voient donc appliquer le droit wallon alors que celles-ci sont pourtant situées en dehors du territoire de la Région wallonne ;

Vu l'article L1523-15 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation qui prévoit que les administrateurs d'intercommunales sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des Conseils communaux des communes associées ;

Considérant les élections communales du 14.10 2018 ,

Considérant l'installation du Conseil communal du 04.12.2018 ,

Vu le courrier du 19.12.2018 adressé par l'intercommunale BRUTELE à la commune de Woluwe-Saint-Pierre par lequel celle-ci sollicite, pour le 01.03.2019, les déclarations d'apparement et de regroupement des membres du Conseil communal ;

Vu les déclarations d'apparement déposées par les membres du Conseil communal ;

PREND ACTE :

de l'apparement au parti politique cdH de :

- M. Benoit CEREXHE
- Mme Françoise de CALLATAY
- M. Christophe DE BEUKELAER
- M. Damien DE KEYSER
- M. Alexandre PIRSON
- M. Dominique HARMEL
- M Georges DALLEMAGNE
- Mme Catherine VAN NAEMEN-BRUGGEMAN
- M Philippe van CRANEM
- Mme Marie CRUYSMANS
- De Heer Helmut DE VOS
- Mme Anne DELVAUX

de l'apparement au parti politique MR de :

- Mme Alexia BERTRAND
- M. Tanguy VERHEYEN

- Mme Anne-Charlotte D'URSEL
- M. Aymeric DE LAMOTTE
- Mevrouw Carla DEJONGHE
- M Willem DRAPS
- M. Etienne DUJARDIN
- M Laurent de SPIRLET
- Mme Olivia CASTERMAN
- Mme Muriel GODHAIRD-STERCKX
- Mme Christine SALLE
- Mme Juliette SIAENS-MAHIEU

de l'apparementement au parti politique ECOLO de .

- Mme Caroline LHOIR
- M. Pascal LEFEVRE
- M. Antoine BERTRAND
- Mme Aude VANDEPUTTE
- Mme Christiane MEKONGO ANANGA
- Mme Claire RENSON-TIHON
- Mme Cathy VAESSEN

de l'apparementement au parti politique DÉFI de :

- M Michel NAETS
- M. Jonathan de PATOUL
- Mme Carine KOLCHORY

de l'apparementement au parti politique PS de :

- Mme Cécile VAINSEL

CHARGE le Collège des Bourgmestre et Echevins de transmettre la présente délibération à l'intercommunale BRUTELE à laquelle la Commune est associée.

Le Conseil prend acte.

---

**GR - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is -  
C.V.B.A. BRUTELE - Verklaringen van apparetering of hergroepering -  
Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117, 123, 8°, en 270 ;

Gelet op de wet van 22.12 1986 met betrekking tot intercommunale maatschappijen ;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 13.02.2014 met betrekking tot interregionale intercommunale maatschappijen ;

Overwegende dat artikel 2, § 1 van het samenwerkingsakkoord van 13 februari 2014 betreffende interregionale intercommunale maatschappijen onderworpen is aan het recht van het gewest waartoe de publiekrechtelijke rechtspersonen behoren en die samen het grootste aandeelouderschap hebben ,

Dat, wat de intercommunale BRUTELE betreft, het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie (hierna "WPDD" genoemd) volledig van toepassing is op de gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die dus onderworpen zijn aan het Waalse recht, ook al bevinden zij zich buiten het grondgebied van het Waalse Gewest ,

Gelet op artikel L1523-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, dat bepaalt dat de bestuurders van intercommunale maatschappijen worden benoemd in verhouding tot het aantal leden van alle gemeenteraden van de aangesloten gemeenten ;

Gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14.10.2018 ;

Gelet op de installatie van de gemeenteraad op 04.12.2018 ;

Gelet op de brief van 19.12.2018 van de intercommunale BRUTELE aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, waarin deze laatste tegen 01.03.2019 de verklaringen van appaentering en hergroepering van de leden van de gemeenteraad vraagt ;

Gelet op de verklaringen van appaentering ingediend door de leden van de gemeenteraad ,

NEEMT AKTE ·

Van de appaentering aan de politieke partij cdH van .

- Dhr. Benoit CEREXHE
- Mw. Françoise de CALLATAY
- Dhr. Christophe DE BEUKELAER
- Dhr. Damien DE KEYSER
- Dhr. Alexandre PIRSON
- Dhr. Dominique HARMEL
- Dhr. Georges DALLEMAGNE
- Mw. Catherine VAN NAEMEN- BRUGGEMAN
- Dhr. Philippe van CRANEM
- Mw. Marie CRUYSMANS
- Dhr. Helmut DE VOS
- Mw. Anne DELVAUX

Van de appaentering aan de politieke partij MR van :

- Mw. Alexia BERTRAND
- Dhr. Tanguy VERHEYEN
- Mw. Anne-Charlotte D'URSEL
- Dhr. Aymeric DE LAMOTTE
- Mw. Carla DEJONGHE
- Dhr. Willem DRAPS
- Dhr. Etienne DUJARDIN
- Dhr. Laurent de SPIRLET

- Mw. Olivia CASTERMAN
- Mw. Muriel GODHAIRD-STERCKX
- Mw. Christine SALLE
- Mw. Juliette SIAENS-MAHIEU

Van de apparentering aan de politieke partij ECOLO van .

- Mw. Caroline LHOIR
- Dhr. Pascal LEVEFRE
- Dhr. Antoine BERTRAND
- Mw. Aude VANDEPUTTE
- Mw. Christiane MEKONGO ANANGA
- Mw. Claire RENSON-TIHON
- Mw. Cathy VAESSEN

Van de apparentering aan de politieke partij DÉFI van :

- Dhr. Michel NAETS
- Dhr. Jonathan de PATOUL
- Mw. Carine KOLCHORY

Van de apparentering aan de politieke partij PS van :

- Mw. Cécile VAINSEL

BELAST het College van Burgemeester en Schepenen om deze beraadslaging door te geven aan de intercommunale BRUTELE waarbij de gemeente aangesloten is.

De Raad neemt akte.

## Logement - Huisvesting

26.02.2019/A/0007 **CC - Arrêté du Bourgmestre d'interdiction de continuer à mettre en location, à louer ou à faire occuper le logement situé au 2ème étage rue François Gay 142, 1150 Bruxelles, en application des dispositions de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17.07.2003 portant le Code Bruxellois du Logement - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 133 et 135 § 2 ,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17.07.2003 portant le Code bruxellois du Logement publiée au Moniteur belge du 09.09 2003 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 04.09.2003 déterminant les exigences élémentaires en matière de sécurité, de salubrité et

d'équipement des logements publié au Moniteur belge du 19.09.2003 ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19.02.2004 portant exécution du Code du Logement publié au Moniteur belge du 23.04.2004 ;  
Vu la notification du 22.11.2018 par laquelle la Direction de l'Inspection régionale du Logement, en application de l'article 13 § 3, alinéa 4 de l'ordonnance du 17.07.2003 portant le Code bruxellois du Logement, prononce à l'encontre du logement situé au 2<sup>ème</sup> étage rue François Gay 142, 1150 Bruxelles, l'interdiction de continuer à le mettre en location, à le louer ou à le faire occuper ;  
Vu la décision du 21.12.2018 du Fonctionnaire délégué qui confirme la notification du 22.11.2018 de la Direction de l'Inspection régionale du Logement ;  
Vu l'article 14 alinéa 1 de ladite ordonnance chargeant le bourgmestre de la commune où le logement incriminé se situe de veiller à l'exécution de l'interdiction précitée ,  
Considérant que l'interdiction prononcée à l'encontre du logement situé dans l'immeuble sis rue François Gay 142, 1150 Bruxelles, pourra être levée par l'obtention auprès de la Direction de l'Inspection régionale du Logement d'une attestation de contrôle de conformité conformément à l'article 14 alinéa 1 de l'ordonnance précitée du 17.07.2003 portant le Code bruxellois du Logement ;  
Vu l'arrêté du Bourgmestre signé le 22.01.2019 et notifié le 22.01.2019 au bailleur dudit logement par voie d'affichage sur l'immeuble sis rue François Gay 142, 1150 Bruxelles, et par courrier recommandé du 23.01.2019 à l'adresse du bailleur,  
PREND ACTE de l'arrêté du Bourgmestre pris en date du 22.01.2019 et stipulant ce qui suit .

"Il est formellement interdit au bailleur (le propriétaire, le copropriétaire, l'usufruitier, le titulaire d'un droit réel, le locataire qui sous-loue) de continuer à mettre le logement situé au 2<sup>ème</sup> étage rue François Gay 142, 1150 Bruxelles, en location, à le louer ou à le faire occuper.

L'interdiction prononcée à l'encontre du logement situé au 2<sup>ème</sup> étage rue François Gay 142, 1150 Bruxelles, pourra être levée par l'obtention auprès de la Direction de l'Inspection régionale du Logement d'une attestation de contrôle de conformité conformément à l'article 14 alinéa 1 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17.07.2003 portant le Code bruxellois du Logement.

Expédition du présent arrêté est notifiée par courrier recommandé au bailleur et par voie d'affichage sur l'immeuble concerné".

Le Conseil prend acte.

---

**GR - Besluit van de Burgemeester houdende verbod tot verhuren, huren of laten bewonen van de woning gelegen op de 2de verdieping François Gaystraat 142, 1150 Brussel, overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17.07.2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 133 en 135 § 2 ,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17.07.2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode verschenen in het Belgisch Staatsblad van 09.09.2003 ,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 04.09.2003 tot bepaling van de elementaire verplichting inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting

van de woning verschenen in het Belgisch Staatsblad van 19.09 2003 ,  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19.02.2004 houdende uitvoering van de Huisvestingscode verschenen in het Belgisch Staatsblad van 23.04.2004 ,  
Gelet op de betekening van 22.11.2018 waarbij de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie overeenkomstig artikel 13 § 3, alinea 4 van de ordonnantie van 17.07.2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, de beslissing mededeelt betreffende het verbod om de woning gelegen op de 2de verdieping François Gaystraat 142, 1150 Brussel, verder te verhuren, te huren of te laten bewonen ;  
Gelet op het besluit van 21.12.2018 van de Gedelegeerde Ambtenaar ter bevestiging van de kennisgeving van 22.11.2018 van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie ,  
Gelet op het artikel 14 alinea 1 van voornoemde ordonnantie die de burgemeester van de gemeente waar de geïncumpeerde woning zich bevindt, belast te waken over de uitvoering van voornoemd verbod ;  
Overwegende dat het uitgesproken verbod betreffende de woning gelegen in het gebouw gelegen op de 2de verdieping François Gaystraat 142, 1150 Brussel, kan opgeheven worden mits het verkrijgen van een conformiteitscontroleattest van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie overeenkomstig artikel 14 alinea 1 van voornoemde ordonnantie van 17.07.2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode ;  
Gelet op het besluit van de Burgemeester ondertekend op 22.01.2019 en betekend op 22.01.2019 aan de verhuurder via aanplakking op het gebouw gelegen op de 2de verdieping François Gaystraat 142, 1150 Brussel, en per aangetekend schrijven op datum van 23.01.2019 naar de verblijfplaats van de verhuurder ;  
NEEMT AKTE van het besluit van de Burgemeester genomen op datum van 22.01.2019 en waarin het volgende wordt bepaald :  
"Het is voor de verhuurder (de eigenaar, de mede-eigenaar, de vruchtgebruiker, de titularis van een zakelijk recht, de onderverhuurder) streng verboden om de woning gelegen op de 2de verdieping François Gaystraat 142, 1150 Brussel, te blijven verhuren, huren of te laten bewonen ;  
Het uitgesproken verbod betreffende de woning gelegen op de 2de verdieping François Gaystraat 142, 1150 Brussel, kan opgeheven worden mits het verkrijgen van een conformiteitscontroleattest van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie overeenkomstig artikel 14 alinea 1 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17.07.2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode ,  
Uitgifte van huidig besluit wordt betekend per aangetekend schrijven aan de verhuurder en via aanplakking op het desbetreffende gebouw".

De Raad neemt akte.

---

## Développement durable Agenda 21 - Duurzame ontwikkeling Agenda 21

26.02.2019/A/0008 **CC - Développement Durable - Appel à projets 2018 de BRUXELLES ENVIRONNEMENT (I.B.G.E.) pour la mise en oeuvre de projets environnementaux durables - Convention relative à la subvention du projet intitulé "Ressources-Déchets : Pérénisation du projet pilote de Ressourcerie à Woluwe-Saint-Pierre - Année II" - Approbation**

LE CONSEIL,

Considérant l'appel à projets 2018 de BRUXELLES ENVIRONNEMENT (I.B.G.E.) à l'intention des communes et C.P.A.S. bruxellois pour la mise en oeuvre de projets environnementaux durables ;

Considérant que, dans ce cadre, le service Développement Durable a soumis une candidature pour le projet : "Ressources-Déchets · Pérénisation du projet pilote de Ressourcerie à Woluwe-Saint-Pierre - Année II" ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.06.2018 ayant pour objet "Agenda 21 - Appels à projets 2017 et 2018 de BRUXELLES ENVIRONNEMENT (I.B.G.E.) pour la mise en oeuvre de projets environnementaux durables - Subsidiation - Dossier de candidature pour la deuxième année de subside aux lauréats 2017 - Projet "Ressources-Déchets · Pérénisation du projet pilote de Ressourcerie à Woluwe-Saint-Pierre" - Approbation, introduction et sollicitation de la subsidiation ;

DECIDE d'approuver et de signer la convention ci-annexée à intervenu entre BRUXELLES ENVIRONNEMENT (I.B.G.E.) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre afin de fixer les rôles de chacun et d'enregistrer la mise à disposition de la commune par BRUXELLES ENVIRONNEMENT d'une subvention de 60.000,00 EUR pour l'exécution du projet : "Ressources-Déchets Pérénisation du projet pilote de Ressourcerie à Woluwe-Saint-Pierre - Année II".

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants . 32 votes positifs.

---

**GR - Duurzame Ontwikkeling - Projectoproep 2018 van LEEFMILIEU BRUSSEL (B.I.M.) voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten - Overeenkomst betreffende de toelage van het project "Beheer van grondstoffen-Afvalbeheer : Verduurzaming van het proefproject van een kringloopcentrum in Sint-Pieters-Woluwe - Jaar II" - Goedkeuring**

DE RAAD,

Overwegende de projectoproep 2018 van LEEFMILIEU BRUSSEL (B.I.M.) voor gemeenten en Brusselse OCMW's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten ;  
Overwegende dat de dienst Duurzame Ontwikkeling in dit kader een aanvraag heeft ingediend voor het project : "Grondstoffen-Afvalbeheer . Verduurzaming van het proefproject van een kringloopcentrum in Sint-Pieters-Woluwe - Jaar II" ;

Gelet op de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 met als doelstelling "Agenda 21 - Projectoproep 2017 en 2018 van LEEFMILIEU BRUSSEL (B.I.M.) voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten - Subsidiering - Aanvraagdossier voor het tweede subsidiejaar voor de winnaars van 2017 - Project "Grondstoffen-Afvalbeheer : Verduurzaming van het proefproject van een kringloopcentrum in Sint-Pieters-Woluwe" - Goedkeuring, indiening en subsidieaanvraag ;

BESLUIT de bijgevoegde overeenkomst tussen LEEFMILIEU BRUSSEL (B.I.M.) en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren en te ondertekenen om de rol van elke partij vast te leggen en de toekenning door LEEFMILIEU BRUSSEL van een subsidie van 60.000,00 EUR aan de gemeente voor de uitvoering van het project : "Grondstoffen-Afvalbeheer . Verduurzaming van het proefproject van een kringloopcentrum in Sint-Pieters-Woluwe - Jaar II".

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.



---

26.02.2019/A/0009 **CC - Environnement et Développement durable - Subsidies ponctuels en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable - Répartition des subsides - Octroi - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu les crédits inscrits à l'article de dépenses 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2019, sous réserve de leur approbation par l'autorité de tutelle, en vue de permettre l'attribution de subsides en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable ,

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ;

Considérant la stratégie pluriannuelle de répartition des subsides inscrits à l'article 8790/332-02//099 sous la rubrique "Environnement - Développement durable - Subsidies aux associations environnementales et de développement durable" validée en séance du Conseil communal du 30.09.2014 et complétée en séance du Conseil communal du 20.12.2016 selon laquelle, d'une part, les associations environnementales et de développement durable peuvent solliciter l'octroi d'un subside de soutien structurel annuel de la part de la commune et selon laquelle, d'autre part, des subsides ponctuels peuvent également être sollicités pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant la réception par la commune d'un dossier de "demande de subsides ponctuels pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre" de la part du QUARTIER DURABLE CHANT D'OISEAU, avenue du Chant d'Oiseau 40, 1150 Bruxelles ;

DECIDE, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle des crédits nécessaires inscrits à cet effet à l'article de dépenses 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2019, dans les limites des crédits disponibles et, le cas échéant, dans les limites des douzièmes provisoires des crédits budgétaires, d'octroyer un crédit d'un montant de 355,00 EUR en faveur du QUARTIER DURABLE CHANT D'OISEAU, avenue du Chant d'Oiseau 40, 1150 Bruxelles, pour le soutien à son projet "Des abeilles au Chant d'Oiseau" comprenant un parcours nature pour enfants, une séance de ciné-débat et un drink lié à l'achat collectif de plantes mellifères et à divers ateliers.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**GR - Milieu en duurzame ontwikkeling - Specifieke subsidies ten gunste van verenigingen werkzaam in diverse milieuprojecten en duurzame ontwikkelingsprojecten - Verdeling van de subsidies - Toekenning - Dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Gelet op de kredieten opgenomen in het artikel 8790/332-02//099 van de gewone dienst van de begroting voor 2019, onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende autoriteit, om de toekenning van subsidies mogelijk te maken aan verenigingen die actief zijn in diverse projecten op het gebied van milieu en duurzame ontwikkeling ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de namen van de verenigingen die deze subsidies ontvangen, moet vermelden ,

Gelet op de meerjarenstrategie voor de verdeling van de subsidies opgenomen in artikel 8790/332-02//099 onder de rubriek "Milieu - Duurzame ontwikkeling - Subsidies aan verenigingen voor milieu en duurzame ontwikkeling", gevalideerd op de zitting van de gemeenteraad van 30.09.2014 en vervolledigd op de zitting van de gemeenteraad van 20.12.2016, volgens welke enerzijds de verenigingen voor milieu en duurzame ontwikkeling een jaarlijkse structurele steun van de gemeente kunnen aanvragen en anderzijds ook specifieke subsidies kunnen worden aangevraagd voor kleine duurzame ontwikkelingsinitiatieven in Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de ontvangst door de gemeente van een "aanvraag voor specifieke subsidies voor kleine duurzame ontwikkelingsinitiatieven in Sint-Pieters-Woluwe" van de DUURZAME WIJK VOGELZANG, Vogelzang 40, 1150 Brussel ,

BESLUIT, onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende autoriteit van de daartoe in het artikel 8790/332-02//099 van de gewone dienst van de begroting voor 2019 opgenomen kredieten, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten en, in voorkomend geval, binnen de grenzen van de voorlopige twaalfden van de begrotingskredieten, een krediet van 355,00 EUR toe te kennen aan de DUURZAME WIJK VOGELZANG, Vogelzang 40, 1150 Brussel, voor de ondersteuning van haar project "Bijen bij Vogelzang" met inbegrip van een natuurpad voor kinderen, een filmdebat en een drink in verband met de collectieve aankoop van honingdragende plantensoorten en diverse workshops.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmeis · 32 positieve stemmen.

---

## Environnement - Leefmilieu

### 26 02.2019/A/0010 CC - Environnement - Convention pour la stérilisation des chats errants sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Exercices 2019-2024

LE CONSEIL,

Vu la convention pour la stérilisation des chats errants sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, adoptée par le Conseil communal en séance du 22.10.2013 et applicable pour la période du 01.12.2013 au 31.12.2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Considérant l'avis du Conseil du bien-être des animaux et des mesures à prendre au regard de la problématique des chats errants et de la surpopulation dans les refuges

([https://environnement.brussels/sites/default/files/user\\_files/av1\\_chatseriantssurpo](https://environnement.brussels/sites/default/files/user_files/av1_chatseriantssurpo));

Considérant qu'il y a une prolifération des chats errants dans la commune, ce qui engendre différentes nuisances relatives au bruit, à la propreté du domaine public et à l'hygiène ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures contre ces nuisances ;

Considérant qu'une de ces mesures consiste notamment en la stérilisation des chats errants et qu'il y a lieu de proroger ladite convention ;

Vu le projet de convention Commune-Vétérinaire établi dans ce but ;  
Considérant que cette procédure nécessite l'utilisation d'un certificat/déclaration relatif à l'état d'errance des chats ;  
Considérant qu'un crédit de 2.600,00 EUR est prévu à l'article 8750/122-03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2019 ,  
Considérant la nécessité

- d'engager au cours des années 2019 à 2024 une campagne annuelle de stérilisation des chats errants sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et ce en collaboration avec les médecins vétérinaires y installés ;
- de soumettre toute intervention d'un médecin vétérinaire à l'établissement, à la signature et au dépôt préalable auprès de l'administration communale d'un formulaire de demande de stérilisation attestant que le chat à opérer est bien un chat sans maître ;
- de couvrir les frais relatifs aux dépenses, à savoir les paiements des honoraires des médecins vétérinaires au moyen des crédits inscrits ou à inscrire à l'article 8750/122-03 du service ordinaire du budget des exercices 2019 à 2024 ;
- d'approuver le projet de convention tel que présenté ci-après, à intervenir entre les médecins vétérinaires concernés et la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE :

1. d'approuver le principe de stérilisation des chats errants et la convention ci-après à conclure à cet effet avec les vétérinaires :

CONVENTION POUR LA STERILISATION DES CHATS ERRANTS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ;

Entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins en la personne de Mme Caroline LHOIR, échevin de l'Environnement, assisté de Mme Florence van LAMSWEERDE, secrétaire communal, dénomée ci-après LA COMMUNE ,

Et M./Mme XXXXX, médecin vétérinaire, dont le cabinet est installé XXXXX à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, dénomé/dénomée ci-après LE VETERINAIRE ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Droits et obligations du VETERINAIRE ;

Le médecin vétérinaire s'engage, pour la période comprise entre le 01.02.2019 et 31.12.2024 à

- examiner le chat errant, ou la chatte errante, afin de déterminer si son état de santé apparent lui permet d'être stérilisé(e) ;
- veiller à ce que l'animal présenté pour la stérilisation ou l'euthanasie soit bien un chat "errant", c'est-à-dire à ce que soit produit un certificat attestant qu'il s'agit effectivement d'un chat domestique "errant" défini comme un chat domestique commensal de l'homme qui lui assure volontairement ou non une partie de sa nourriture. Ce chat reste maître de ses déplacements et de sa reproduction, n'a pas ou plus de propriétaire et peuple notamment les squares et terrains vagues de la commune. En aucun cas la stérilisation ou l'euthanasie, au sens du présent contrat, ne peut s'appliquer à un chat

"familier" défini comme chat domestique partageant l'habitation de son maître qui peut contrôler sa reproduction et ses déplacements et qui assure sa nourriture. Tout chat clairement identifié par quelque moyen que ce soit (tatouage, médaille, puce électronique, collier, etc .) est réputé familier ,

- mentionner par ledit certificat l'engagement des demandeurs à remettre le chat opéré à un nouvel adoptant ou sur le même territoire de capture dans la mesure où la réintroduction de chats opérés sur le même territoire s'avère indispensable pour eux et non nuisible pour l'entourage humain puisque les chats ne se reproduisent plus et, partant ne se battent plus et sont moins sensibles aux maladies ;
- opérer le chat .
- soit castration des mâles ;
- soit ovariectomie ou ovariectomie des femelles (avec sutures résorbables pour la peau) ;
- soit euthanasie pour les animaux qui ne supporteraient pas une intervention chirurgicale et uniquement si les techniques chirurgicales et anesthésiques permettent de réduire une hospitalisation vécue comme stressante par le chat, le vétérinaire pourra proposer cette éventualité au fonctionnaire responsable ou à son délégué ;
- entailler l'oreille droite (bord externe de l'oreille) afin d'indiquer que l'animal a été stérilisé. Cette entaille doit avoir la forme d'un triangle dont la base est le bord externe de l'oreille ;
- assurer aux animaux opérés, les frais de garde, d'hospitalisation et de traitements nécessaires, le temps nécessaire pour assurer la bonne récupération postopératoire, et cela moyennant le paiement du seul prix fixe forfaitaire total tout compris de 120,00 EUR (cent vingt euros). Il va de soi cependant que le vétérinaire pourra maintenir ses frais de traitement ou d'hospitalisation dans une limite raisonnable, c'est-à-dire qu'il ne sera pas tenu de recourir à des techniques plus sophistiquées, telles que : radiographie, prise de sang, endoscopie, etc. Cette limite s'applique aussi bien au traitement post-opératoire proprement dit qu'à tout autre traitement pour maladie intercurrente. Le vétérinaire aura toutefois la faculté de confier la garde post-opératoire des animaux opérés à une institution spécialisée pour autant que le commune ne doive pas intervenir dans les frais de garde, de traitement et d'hospitalisation ;
- procéder à l'euthanasie du chat si l'état de santé de l'animal est gravement altéré et que les personnes qui le lui ont présenté ne souhaitent pas le prendre en charge pour l'adopter ou le faire adopter, le vétérinaire pourra proposer cette éventualité au fonctionnaire responsable de la commune ou à son délégué. Dans ce cas, le vétérinaire assume la prise en charge de la dépouille et demandera le même prix forfaitaire total tout compris de 120,00 EUR (cent vingt euros) ;

## Article 2 - Droits et obligations de la COMMUNE :

La COMMUNE s'engage pour sa part à :

- verser la somme de 120,00 EUR (cent vingt euros) tout compris pour toute intervention vétérinaire susmentionnée (castration de chat mâle, stérilisation de chat femelle, euthanasie de chat malade) au médecin

vétérinaire de la commune sur présentation du certificat susmentionné et sur présentation de l'attestation du vétérinaire indiquant qu'il a bien procédé sui cet animal à une des opérations susmentionnées ,

- avoir le droit de mettre fin à la présente à n'importe quel moment sans devoir justifier les motifs ;
- arrêter la campagne de stérilisation dès que le crédit budgétaire prévu pour l'année concernée aura été dépensé et en informer les médecins vétérinaires concernés ;
- tenir à jour une liste des médecins vétérinaires domiciliés à Woluwe-Saint-Pierre et la diffuser régulièrement aux personnes et associations concernées ;

#### Article 3 - Contestations :

- toutes contestations seront tranchées par voie d'arbitrage moyennant désignation par les parties de deux vétérinaires ne faisant pas partie des signataires de la présente ;
- de charger le Collège des Bourgmestie et Echevins de la signature de la convention avec les médecins vétérinaires retenus ;
- de charger le service Environnement du suivi des formalités administratives et autres demandes (contacts, demandes de paiement, etc.).

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
32 votants 32 votes positifs.

---

### **GR - Milieu - Overeenkomst voor het steriliseren van zwerfkatten op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Dienstjaren 2019-2024**

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst voor het steriliseren van zwerfkatten op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 22.10 2013 en toepasselijk voor de periode van 01.12.2013 tot 31.12.2018 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 117 ;

Overwegende het advies van de Raad voor Dierenwelzijn en de maatregelen i.v.m. de zwerfkattenproblematiek en overpopulatie in asielen ([https://leefmilieu.brussels/sites/default/files/user\\_files/advies\\_katten.pdf](https://leefmilieu.brussels/sites/default/files/user_files/advies_katten.pdf)) ;

Overwegende dat er een toename is van het aantal zwerfkatten in de gemeente, wat aanleiding geeft tot hinder inzake het geluid, de netheid van openbare plaatsen en de hygiëne ,

Overwegende dat er maatregelen moeten getroffen worden tegen deze overlast ;

Overwegende dat één van deze maatregelen met name het steriliseren van zwerfkatten betreft en dat er reden om de bovengemelde overeenkomst te verlengen heeft ;

Gelet op het ontwerp van de overeenkomst Gemeente-Dierenarts opgesteld met dit doel ,

Overwegende dat bij deze procedure het gebruik van een getuigschrift/verklaring noodzakelijk is met betrekking tot de staat van de zwerfkatten ,

Overwegende dat een krediet van 2.600,00 EUR voorzien is op het artikel 8750/122 03 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 ;

Overwegende de noodzakelijkheid :

- in de loop van de jaren 2019 tot 2024 een jaarlijkse sterilisatiecampagne van zwervkatten op het grondgebied van de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe op te starten in samenwerking met de dierenartsen die er een praktijk uitoefenen ;
- iedere interventie van een dierenarts te onderwerpen aan de instelling, de handtekening en de voorafgaande indiening bij het gemeentebestuur van een aanvraag tot sterilisatie verklarende dat de te opereren kat een kat zonder meester is ,
- de kosten betreffende de uitgave, namelijk de betaling van de dierenartsen, te dekken door middel van kredieten ingeschreven of in te schrijven op het artikel 8750/122-03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2019 tot 2024 ,
- het hierbijgevoegd ontwerp van overeenkomst, tussen de betrokken dierenartsen en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de sterilisatie van de zwervkatten voor te leggen, goedkeuren ,

#### BESLUIT .

1. het principe van de sterilisatie van de zwervkatten en de hierna opgenomen overeenkomst met de dierenartsen met het oog hierop goed te keuren .

#### OVEREENKOMST BETREFFENDE DE STERILISATIE VAN ZWERFKATTEN OP HET GRONDGEBIED VAN SINT-PIETERS-WOLUWE

Tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe vertegenwoordigd door haar College van Burgmeester en Schepenen in de persoon van Mw Caroline LHOIR, schepenen van Leefmilieu, bijgestaan door F. van LAMSWEERDE, gemeentesecretaris, hierna genoemd DE GEMEENTE ;

En Dhr./Mw. XXXXX, dierenarts, waarvan de praktijk gevestigd is XXXXX te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, hierna genoemd DE DIERENARTS ;

Wordt er overeengekomen wat volgt .

Artikel 1 - Rechten en verplichtingen van DE DIERENARTS ;

De dierenarts verbindt zich, voor het tijdperk tussen 01.02.2019 en 31.12.2024, ertoe :

- de zwervkater of -kattin te onderzoeken om te bepalen of hun klaarblijkelijke gezondheidstoestand toelaat ze te steriliseren ,
- er op toe te zien of het dier dat in aanmerking komt voor sterilisatie of euthanasie wel degelijk een "zwervkat" is, met andere woorden via een voorgelegd attest dat bewijst dat het hier wel degelijk om een "zwerfende huiskat" gaat die in de omgeving van mensen blijft van wie ze vrijwillig of niet een deel van haar voeding krijgt Deze kat blijft baas over haar verplaatsingen en over haar voortplanting, heeft geen of bezit geen eigenaar meer en bevindt zich over 't algemeen in plantsoenen en braakliggende gronden van de gemeente. In geen enkel geval mag de sterilisatie of de euthanasie, in de zin van deze overeenkomst, toegepast worden op een "huiskat", omschreven als een kat die de woning van haar meester deelt Deze meester beheerst de voortplanting en de bewegingen van deze kat en voedt ze eveneens. Om het even welke kat die geïdentificeerd kan worden (een tatoeage, een medaille, een elektronische chip, een halsband, enz.) wordt als huiskat beschouwd ;
- door dit zogenaamde attest de vragers te verplichten om de geopereerde kat aan een nieuwe meester toe te vertrouwen of haar te zullen loslaten op de plaats waar ze gevangen werd, in de mate waarin de herinvoering van de geopereerde

katten in hetzelfde territorium onontbeerlijk is voor hen en niet schadelijk voor de menselijke omgeving, vermits de katten zich niet meer voortplanten, bijgevolg niet meer vechten en minder gevoelig voor ziektes zijn ;  
de kat te opereren :

- hetzij het castreren van de katers ;
- hetzij ovarectomie of ovariohysterectomie van de kattinnen (met het gebruik van zelfontbindende hechtingen voor de huid) ,
- hetzij euthanasie voor de dieren die geen chirurgische ingreep zouden verdragen en alleen indien de chirurgische en anesthesiologische technieken het toelaten dat een hospitalisatieverblijf voor de kat als stresserend kan beschouwd worden ; op dat ogenblik zal de dierenarts of de verantwoordelijke ambtenaar of zijn afgevaardigde deze eventualiteit kunnen voorstellen ;
- het rechteroor inkepen (buitenkant van het oor) teneinde aan te duiden dat het dier gesteriliseerd werd. Deze inkeping moet de vorm van een driehoek hebben waarvan de basis de buitenkant van het oor is ;
- de bewakings-, de hospitalisatie- en de nodige verzorgingskosten voor de geopereerde dieren te verzekeren, te weten de noodzakelijke tijd om goede postoperative toestand terug te vinden, en dit tegen de betaling van één enkele totale forfaitaire prijs alles inbegrepen van 120,00 EUR (honderd twintig euros). Het spreekt echter vanzelf dat de dierenarts zijn behandlungs- en hospitalisatiekosten redelijk mag beperken ; hij zal dus niet verplicht zijn om tot meer gesofistikeerde technieken over te gaan zoals radiografie, bloedafname, endoscopie, enz. Deze beperking geldt zowel voor de postoperative behandeling als voor enige andere behandeling in het geval van een bijkomende ziekte. Desondanks zal de dierenarts over het recht beschikken om de postoperative wacht van de geopereerde dieren aan een gespecialiseerde instelling toe te vertrouwen voorzover de gemeente niet hoeft tussen te komen in de kosten van de bewaking, de behandeling en de hospitalisatie ;
- de euthanasie op de kat toe te passen, indien de gezondheidstoestand van het dier zwaar achteruitgaat en indien de personen die het dier bij de arts brachten het niet wensen te adopteren of te laten adopteren, zal de dierenarts deze eventualiteit aan de verantwoordelijke ambtenaar van de Gemeente of aan zijn afgevaardigde voorstellen. In dit geval verzekert de dierenarts de zorg inzake het kadaver en zal hij dezelfde vastgestelde totale forfaitaire prijs alles inbegrepen van 120,00 EUR (honderd twintig euros) vragen ;

Artikel 2 - Rechten en verplichtingen van DE GEMEENTE ·  
Anderzijds verbindt DE GEMEENTE zich ertoe :

- het bedrag van 120,00 EUR (honderd twintig euros) alles inbegrepen te storten voor om 't even welke bovenvermelde tussenkomst vanwege de dierenarts (castratie van katers, sterilisatie van kattinnen, euthanasie van de zieke kat) aan de dierenarts van de gemeente op vertoon van het bovenvermelde attest en op vertoon van het attest van de dierenarts dat aantoonde dat hij wel degelijk is overgegaan tot één van de hierbovenvermelde operationele ingrepen ,
- het College van Burgemeester en Schepenen bezit het recht een einde te stellen aan de huidige overeenkomst om op het even welk ogenblik zonder zich genoodzaakt te voelen de beweegredenen te moeten staven ;
- de sterilisatiecampagne stop te zetten van zodra het begrotingskrediet voorzien

voor het betrokken jaar opgebruikt is en de betrokken dierenartsen hierover in te lichten ,

- een lijst bij te houden van de dierenartsen, wonende te Sint-Pieters-Woluwe, en ze regelmatig over te maken aan de betrokken personen en medewerkers ;

#### Artikel 3 - Betwiste zaken

- iedere betwisting wordt scheidsrechterlijk beslecht door de aanstelling vanwege de verschijnenden van twee dierenartsen die geen deel uitmaken van de huidige overeenkomst ;
- het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de ondertekening van de overeenkomst met de gekozen dierenartsen ,
- de Leeefamiliedienst te belasten met de opvolging van de administratieve formaliteiten en andere verzoeken (contacten, betalingsverzoeken, enz.).

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
32 stemmeis . 32 positieve stemmen.

---

## Cellule technique et administrative Bâtiments - Technische en administratieve cel Gebouwen

### 26.02 2019/A/0011 **CC - Crèche francophone de Stockel - Plan Cigogne - Agrandissement et rénovation - Marché de travaux - Procédure ouverte - Financement - Convention entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales et la commune - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23.10 2018 portant, notamment, choix du mode de passation et fixation des conditions du marché n° 2018.066/A//2018.E084.01/BAT.EF-TC de l'exercice 2018 relatif à des travaux d'agrandissement et de rénovation de la crèche francophone de Stockel dans le cadre du Plan Cigogne au cours de l'année 2019 ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.11.2018 portant, notamment, l'attribution dudit marché à la S.P.R.L. ENTREPRISES GÉNÉRALES TH BALCAEN ET FILS, chaussée de Jette 396, 1081 Bruxelles, B.C.E. 0400.457 174 ,

Considérant que le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales (F.R.B.R.T.C.) accorde à la commune de Woluwe-Saint-Pierre un prêt de 729.075,00 EUR pour le financement dudit projet d'agrandissement et de rénovation de la crèche francophone de Stockel ;

Vu la convention établie en exécution de l'article 4, § 4 de l'ordonnance du 08.04.1993 portant création du F.R.B.R.T.C., telle que modifiée par ordonnance du 24.11.2011, et définissant l'octroi dudit prêt de 729.075,00 EUR par le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales pour le financement du projet d'agrandissement et de rénovation de la crèche francophone du Stockel ;

Considérant qu'en son article 3, ladite convention précise que le remboursement des charges en capital et intérêts de ce prêt est déclaré irrécouvrable par décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06.10.2016 pour autant que la commune respecte les articles 5, 6 et 7 de ladite convention ,



Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;  
DECIDE d'approuver la convention établie en exécution de l'article 4, § 4 de l'ordonnance du 08.04.1993 portant création des Fonds Régionaux Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales (F.R.B.R.T.C.), telle que modifiée par ordonnance du 24.11.2011, et définissant l'octroi d'un prêt de 729.075,00 EUR par le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales pour le financement du projet d'agrandissement et de rénovation de la crèche francophone de Stockel.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**GR - Franstalig kinderdagverblijf van Stokkel - "Plan Cigogne" - Vergroting en vernieuwing - Opdracht voor werken - Openbare procedure - Financiering - Overeenkomst tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën en de gemeente - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23.10.2018 houdende, met name, keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht nr. 2018.066/A//2018 E084.01/BAT.EF-TC van het dienstjaar 2018 betreffende de vergroting en de vernieuwing van het Franstalige kinderdagverblijf van Stokkel in het kader van het "Plan Cigogne" in de loop van het jaar 2019 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.11.2018 houdende, met name, gunning van deze opdracht aan de B.V.B.A. ENTREPRISES GENERALES TH BALCAEN ET FILS, Jetsesteenweg 396, 1081 Brussel, K.B O. 000.457.174 ,

Overwegende dat het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (B.G.H.G.T.) een lening van 729.075,00 EUR toestaat aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de financiering van het vergrotings- en vernieuwingsproject van het Franstalige kinderdagverblijf van Stokkel ;

Gelet op de overeenkomst opgemaakt in uitvoering van artikel 4, § 4 van de ordonnantie van 08.04.1993 houdende oprichting van het B.G.H.G.T., zoals gewijzigd bij ordonnantie van 24.11.2011, en tot bepaling van de toekenning van de lening van 729.075,00 EUR door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor de financiering van het vergrotings- en vernieuwingsproject van het Franstalige kinderdagverblijf van Stokkel ;

Overwegende dat in artikel 3, deze overeenkomst bepaalt dat de terugbetaling van de kapitaal- en interestlasten van deze lening oninvorderbaar wordt verklaard bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06.10.2016 in zoverre de gemeente de artikelen 5, 6 en 7 van deze overeenkomst naleeft ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT de overeenkomst opgemaakt in uitvoering van artikel 4, § 4 van de ordonnantie van 08.04.1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (B.G.H.G.T.), zoals gewijzigd bij ordonnantie van 24.11.2011, en tot bepaling van de toekenning van de lening van 729.075,00 EUR door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor de financiering van het vergrotings- en vernieuwingsproject van het Franstalige kinderdagverblijf van Stokkel goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

## Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

26.02.2019/A/0012 **CC - Centre sportif Wolu Sports Park - Démontage et reconstruction d'un pilastre d'entrée - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.11.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27 07 2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux Marchés Publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des Marchés Publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.11.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27 07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.220/A//2018.E145.01/BAT JH-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au démontage et à la reconstruction d'un pilastre d'entrée du centre sportif Wolu Sports Park au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaire des crédits nécessaires ,

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.11.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.220/A//2018.E145.01/BAT.JH-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au démontage et à la reconstruction d'un pilastre d'entrée du centre sportif Wolu Sports Park au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17 06 2016, telle que modifiée ;

DECIDE .

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29.11.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 9.405,83 EUR, hors T V A., soit 11.381,05 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 11.500,00 EUR à l'article 7640/724-60//081 (travail 145 01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 11.500,00 EUR, soit un montant non encore fixé à recevoir de l'assureur à l'article 7640/560-51 (FRE-Assurances) et pour le solde au moyen de fonds propres à l'article 7640/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la plus prochaine modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de l'indemnisation, d'un montant non encore fixé à recevoir de l'assureur à l'article 7640/560-51 (FRE-Assurances) et pour le solde un montant à prélever sur fonds propres à l'article 7640/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs

---

**GR - Sportcentrum Wolu Sports Park - Ontmanteling en herbouwing van een toegangspilaster - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure met beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.11.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.11.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.220/A//2018.E145.01/BAT.JH-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de ontmanteling en de herbouwing van een toegangspilaster van het Sportcentrum Wolu Sports Park in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.11.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.220/A//2018.E145 01/BAT.JH-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en

onvoorzienbare werken betreffende de ontmanteling en de herbouwing van een toegangspilaster van het Sportcentrum Wolu Sports Park in de loop van het jaar 2018, de procedure met beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016 zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 29.11.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 9.405,83 EUR, B.T.W exclusief, hetzij 11.381,05 EUR, B.T.W van 21 % inbegrepen ;
2. over te gaan tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 11.500,00 EUR op het artikel 7640/724-60//081 (werk 145.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 11.500,00 EUR, hetzij een nog niet vastgesteld te innen bedrag op het artikel 7640/560-51 (BRF-Verzekeringen) en voor het resterende bedrag (saldo) met eigen middelen op het artikel 7640/995-51 (BRF-F 60) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerstvolgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ,
3. de uitgave te financieren door middel van een schadevergoeding voor een nog niet vastgesteld te innen bedrag op het artikel 7640/560-51 (BRF-Verzekeringen) en het resterende bedrag met eigen middelen te financieren op het artikel 7640/995-51 (BRF-F.60) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

26.02.2019/A/0013 **CC - Voirie - Dédoulement de pièces d'avaloir - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Exercice 2018 - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27.12.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ,

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.12.2018 prise en

application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.237/A//2018 E146 01/VOIRIE JH-DR de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au dédoublement de pièces d'avaloir au 159 rue au Bois et au 24 avenue des Cactus, afin d'éviter l'inondation d'habitations privées au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.12.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.237/A//2018 E146.01/VOIRIE.JH-DR de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au dédoublement de pièces d'avaloir au 159 rue au Bois et au 24 avenue des Cactus, afin d'éviter l'inondation d'habitations privées au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17 06.2016, telle que modifiée ,

DECIDE .

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27 12 2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 2.200,00 EUR, hors T.V.A., soit 2.662,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 2.662,00 EUR à l'article 4210/731-60//080 (travail 146.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 2.662,00 EUR à l'article 4210/995-51 (FRE-F060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la plus prochaine modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération  
32 votants . 32 votes positifs.

---

**GR - Wegen - Verdubbeling van gootdelen - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Dienstjaar 2018 - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06 2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01 2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018 237/A//2018.E146 01/VOIRIE JH-DR van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de verdubbeling van gootdelen te Bosstraat 159 en te Cactuslaan 24 om overstromingen van particuliere woningen te voorkomen in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en egrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07 2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2018.237/A//2018.E146.01/VOIRIE.JH-DR van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de verdubbeling van gootdelen te Bosstraat 159 en te Cactuslaan 24 om overstromingen van particuliere woningen te voorkomen in de loop van het jaar 2018, de procedure met beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 12.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 2.200,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 2 662,00 EUR, B.T.W. van 21% inbegrepen ;
2. over te gaan tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 2.662,00 EUR op het artikel 4210/731-60//080 (werk 146.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 2.662,00 EUR op het artikel 4210/995-51 (FRE-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de opnemng, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerstvolgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

**sur les tableaux généraux basse tension - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Exercice 2018 - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27.12.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ,

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.12.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.241/A//2018.E147/BAT AR-OVS de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à des réparations en urgence sur les tableaux généraux basse tension de l'école primaire du Chant d'Oiseau au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 12 2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.241/A//2018.E147/BAT.AR-OVS de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à des réparations en urgence sur les tableaux généraux basse tension de l'école primaire du Chant d'Oiseau au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE .

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27.12.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 9.083,97 EUR, hors T.V.A., soit 9.629,01 EUR, T.V.A. de 6 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 10.000,00 EUR à l'article 7220/724-60//081 (travail 147) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 10.000,00 EUR à l'article 7220/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la plus prochaine modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;

- 3 de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants · 32 votes positifs

---

**GR - Lager onderwijs - School van Vogelzang - Noodreparatie op laagspanningshoofdschakelborden - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Dienstjaar 2018 - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr 2018.241/A//2018.E147/BAT.AR-OVS van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de noodreparatie op laagspanningshoofdschakelborden van het lager onderwijs van de school van Vogelzang in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.241/A//2018.E147/BAT.AR-OVS van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de noodreparatie op laagspanningshoofdschakelborden van het lager onderwijs van de school van Vogelzang in de loop van het jaar 2018, de procedure met beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27.12.2018 in



- toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 9.083,97 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 9.629,01 EUR, B.T.W. van 6% inbegrepen ;
2. over te gaan tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 10.000,00 EUR op het artikel 7220/724-60//081 (werk 147) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 10.000,00 EUR op het artikel 7220/995-51//081 (FRE-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerstvolgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ,
  3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*Carla Dejonghe entre en séance / treedt in zitting.*

---

## Logement - Huisvesting

26.02.2019/A/0015 **CC - Logement - Politique de lutte contre les logements inoccupés de la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés ou inoccupés - Perception directe de l'amende administrative par la Région de Bruxelles-Capitale - Rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région de Bruxelles-Capitale en cas de logements inoccupés - Convention 2018 - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 17.07.2003 portant le Code Bruxellois du Logement, notamment l'article 23 ;

Vu l'ordonnance du 30.04.2009 visant à ajouter un chapitre V dans le titre III dudit Code Bruxellois du Logement relativement aux sanctions en cas de logements inoccupés, à modifier l'ordonnance du 12.12.1991 créant des fonds budgétaires et à modifier le Code judiciaire ;

Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 19.11.2013, devenu obligatoire en date du 25.11.2013, applicable pour la période du 01.01.2014 au 31.12.2019 ,

Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2014, devenu obligatoire en date du 22.12.2014, applicable pour la période du 01.01.2015 au 31.12.2019 et excluant les logements inoccupés de son champs d'application ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est dès lors seule compétente pour infliger des amendes administratives en cas de logements inoccupés sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que l'ordonnance du 30.04.2009 prévoit que 85 % du produit des amendes

administratives infligées par la Région en cas de logements inoccupés sont ristournés à la commune sur le territoire de laquelle se situent les logements inoccupés ,

Vu la délibération du Conseil communal du 27.01.2015 adoptant la convention-cadre entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement à la rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés situés sur le territoire de la commune, convention d'une durée d'un an prenant cours le 01.01.2015 pour finir de plein droit le 31.12.2015 ;

Vu la convention-cadre signée en date du 20.02.2015 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23.02.2016 adoptant la convention-cadre entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement à la rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés situés sur le territoire de la commune, convention d'une durée de trois ans prenant cours le 01.01.2016 pour finir de plein droit le 31.12.2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 10 2018 octroyant une subvention de 28.928,05 EUR à la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour l'année budgétaire 2018 en rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives perçues par la Région de Bruxelles-Capitale en cas de logements inoccupés ;

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches, soit la première de 90 % sur présentation d'une déclaration de créance introduite après notification de l'arrêté du 25.10.2018 précité et au plus tard le 31.12.2018 et la seconde de 10 % sur présentation d'une deuxième déclaration de créance introduite au plus tard le 30 06 2020, précédée par la présentation du décompte final des recettes, des dépenses, des pièces justificatives et d'un rapport d'activités ;

Considérant qu'une "Convention 2018" annexée à l'arrêté du 25.10.2018 précise les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention ;

Vu le courrier de la Région de Bruxelles-Capitale du 19.12.2018 invitant la commune à lui renvoyer trois exemplaires signés de ladite convention et la déclaration de créance relative à la première tranche (90 %) dûment complétée et signée ;

Considérant qu'il convient de renvoyer à la Région de Bruxelles-Capitale la "Convention 2018" dûment signée relative aux modalités de mise à disposition de la commune de la subvention de la Région d'un montant de 28.928,05 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25.10 2018 ;

DECIDE d'adopter la "Convention 2018" ci-annexée à intervenir entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement aux modalités de mise à disposition de la commune de Woluwe-Saint-Pierre d'une subvention d'un montant de 28.928,05 EUR pour l'année budgétaire 2018 en rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région de Bruxelles-Capitale en cas de logements inoccupés pour l'exercice 2018, soit une liquidation d'un montant de 26.035,25 EUR (90 %) et d'un montant de 2 892,81 EUR (10 %), conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25.10.2018.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
33 votants · 33 votes positifs.

---

**GR - Huisvesting - Strijd tegen leegstaande gebouwen van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Belastingreglement betreffende de onvoltooide of leegstaande gebouwen - Onmiddellijke inning van de administratieve boete door het Brussels Hoofdstedelijk**

**Gewest - Wederoverdracht van 85 % van de opbrengst van de administratieve boetes geïnd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in geval van leegstaande gebouwen - Overeenkomst 2018 - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 17.07.2003 betreffende de Brusselse Huisvestingscode, met name artikel 23 ,

Gelet op de ordonnantie van 30 04 2009 tot toevoeging van een hoofdstuk V aan Titel III van het Brusselse Huisvestingswetboek betreffende sancties in geval van leegstaande woningen, tot wijziging van de ordonnantie van 12.12.1991 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek ,

Gelet op het belastingreglement met betrekking tot onafgewerkte, leegstaande of duidelijk verlaten gebouwen, gestemd door de gemeenteraad op zijn zitting van 19 11.2013 en dat op 25.11.2013 verplicht van toepassing werd voor de periode van 01.01.2014 tot 31.12.2019 ;

Gelet op het belastingreglement met betrekking tot onafgewerkte, leegstaande of duidelijk verlaten gebouwen, gestemd door de gemeenteraad op zijn zitting van 16 12.2014 en dat op 22.12 2014 verplicht van toepassing werd voor de periode van 01.01.2015 tot 31.12.2019 en tot uitsluiting van leegstaande woningen van het toepassingsgebied ervan ,

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dus de enige bevoegde instantie is die administratieve boetes kan opleggen in geval van leegstaande woningen op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat de ordonnantie van 30.04.2009 bepaalt dat 85% van de opbrengst van de door het Gewest opgelegde administratieve boetes in geval van leegstaande woningen wordt terugbetaald aan de gemeente op het grondgebied waarvan de leegstaande woningen zich bevinden ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 01.2015 tot goedkeuring van de kaderovereenkomst tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over de wederoverdracht van 85% van de opbrengst van de door het Gewest geïnde administratieve boetes in geval van leegstaande woningen op het grondgebied van de gemeente, een overeenkomst van één jaar die begint op 01.01.2015 en eindigt van rechtswege op 31.12.2015 ;

Gelet op de kaderovereenkomst die op 20.02.2015 ondertekend werd ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23.02 2016 tot goedkeuring van de kaderovereenkomst tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over de wederoverdracht van 85% van de opbrengst van de door het Gewest geïnde administratieve boetes in geval van leegstaande woningen op het grondgebied van de gemeente, een overeenkomst van drie jaar die begint op 01.01.2016 en eindigt van rechtswege op 31.12.2018 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25.10.2018 tot toekenning van een toelage van 28.928,05 EUR aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het boekjaar 2018 voor de wederoverdracht van 85% van de opbrengst van de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geïnde administratieve boetes in geval van leegstaande woningen ;

Overwegende dat de toelage in twee schijven zal worden betaald, de eerste schijf van 90% bij indiening van een schuldvordering na kennisgeving van bovengenoemd besluit van 25 10 2018 en uiterlijk op 31.12.2018 en de tweede schijf van 10 % bij indiening van een tweede schuldvordering uiterlijk op 30.06.2020, voorafgegaan door de indiening van de definitieve staat van ontvangsten, uitgaven, bewijsstukken en een activiteitenverslag ;

Overwegende dat een "Overeenkomst 2018", gevoegd bij het besluit van 25 10.2018, de procedures voor de terbeschikkingstelling van de toelage en het toezicht erop specificeert ;

Gelet op de brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 12.2018, waarin de gemeente wordt verzocht drie ondertekende exemplaren van de genoemde overeenkomst terug te sturen, alsook de naar behoren ingevulde en ondertekende schuldvordering met betrekking tot de eerste schijf (90%) ,

Overwegende dat de naar behoren ondertekende "Overeenkomst 2018" betreffende de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling aan de gemeente van de toelage van 28.928,05 euro van het Gewest overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 10 2018 dient te worden teruggegeven aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ,

BESLUIT de bijgevoegde "Overeenkomst 2018" goed te keuren, die zal worden gesloten tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de modaliteiten voor het ter beschikking stellen van een toelage van 28.928,05 euro aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het boekjaar 2018 als teruggave van 85% van de opbrengst van de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geïnde administratieve boetes in geval van leegstaande woningen voor het boekjaar 2018, hetzij 26 035,25 EUR (90%) en 2.892,81 EUR (10%), overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25.10.2018.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

26.02.2019/A/0016 **CBE-CC - Logement - Immeuble sis rue François Gay 74 - Appartement situé au 2ème étage avant - Remise sur le paiement du loyer - Fin du mandat de gestion de l'A.S.B.L. AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE A.I.S. "LE RELAIS" - Dispositions**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 232 et 233 ;

Vu la délibération du 27.06 2005 du Collège des Bourgmestres et Echevins décidant d'autoriser Mme Emmanuelle DIDIER à occuper à dater du 15.07.2005 l'appartement situé au 2<sup>ème</sup> étage avant de l'immeuble sis rue François Gay 74, 1150 Bruxelles, à titre précaire et de fixer la redevance mensuelle d'occupation à 250,00 EUR et la provision mensuelle pour consommation d'eau à 9,00 EUR ;

Vu la délibération du 20.09.2011 du Conseil communal décidant de confier à dater du 01.01 2012 à l'A.S.B.L. AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE, actuellement dénommée A.I.S. "LE RELAIS", rue du Collège Saint-Michel 13, 1150 Bruxelles, la gestion dudit appartement ;

Considérant que, par courrier du 10.03.2016, la commune a fait savoir à Mme Emmanuelle DIDIER et à l'A.I.S. "LE RELAIS" qu'elle avait décidé de réaliser un projet immobilier de construction d'un immeuble passif sur les parcelles de terrain communales situées rue François Gay et notamment sur celle sur laquelle se situe l'immeuble occupé, impliquant la démolition dudit immeuble ; que, dans le but de permettre au mieux l'organisation du relogement, la commune a également invité la locataire à prendre contact avec l'A.I.S. "LE RELAIS" afin d'envisager les possibilités de relogement ,

Considérant que, par courriel du 07.01.2019, l'A.I.S "LE RELAIS" a fait savoir à la commune que la locataire mettait fin à l'occupation de l'appartement précité début février 2019 ; que celle-ci avait en effet trouvé un nouveau logement ;

Considérant que, par courriel du 13.01.2019, Mme Emmanuelle DIDIER a fait savoir à la commune que son déménagement principal se fera le 02.02.2019 mais que, pour des raisons d'organisation, elle souhaite encore pouvoir bénéficier de l'accès à l'appartement jusqu'à la mi-février ;

Considérant que Mme Emmanuelle DIDIER précise, en outre, dans son courriel que compte tenu de l'incertitude de la situation d'urgence dans laquelle la décision précitée de la commune l'a mise et, eu égard à ses moyens financiers limités, elle souhaiterait pouvoir bénéficier d'une remise sur le paiement de sa redevance pour le mois de février 2019 ;

Considérant que conformément à l'article 233 de la nouvelle loi communale, « le Conseil communal accorde, s'il y a lieu, aux locataires ou fermiers de la commune les remises qu'ils demandent soit qu'ils aient le droit de les réclamer aux termes de la loi en vertu de leur contrat, soit qu'ils les sollicitent pour motif d'équité » ;

Considérant que Mme Emmanuelle DIDIER est contrainte de quitter le logement qu'elle occupe suite au projet immobilier mené par la commune rue François Gay, qu'elle se trouve dans une situation financière difficile ;

Considérant que, pour ces motifs, il est équitable de permettre à Mme Emmanuelle DIDIER de pouvoir s'installer dans un autre logement sans pour autant se surendetter et de lui accorder une remise sur le paiement de son dernier mois de loyer, pour un montant de 352,17 EUR ,

Considérant qu'il convient parallèlement de mettre fin au mandat de gestion de l'A.I.S "LE RELAIS" relatif à l'appartement lorsque le bien aura été libéré ;

Considérant qu'en effet Mme Emmanuelle DIDIER quittera ledit logement et que la destruction de l'immeuble interviendra par la suite ,

DECIDE :

1. d'accorder à Mme Emmanuelle DIDIER une remise sur le paiement du loyer du mois de février 2019 pour l'occupation de l'appartement situé au 2<sup>ème</sup> étage avant de l'immeuble sis rue François Gay 74, 1150 Bruxelles, pour un montant de 352,17 EUR et d'inviter l'A.I.S. "LE RELAIS", en tant que mandatée de la gestion dudit immeuble, à répercuter cette décision à la locataire ,
2. de mettre fin au mandat de gestion relatif à l'appartement situé au 2<sup>ème</sup> étage avant, de l'immeuble sis rue François Gay 74, 1150 Bruxelles, confié à l'A.I.S. "LE RELAIS", à la date de libération des lieux par Mme Emmanuelle DIDIER ;
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants · 33 votes positifs.

---

**CBS-GR - Huisvesting - Gebouw gelegen François Gaystraat 74 - Appartement 2de verdieping aan de voorkant - Korting op de betaling van de huur - Einde van het beheersmandaat van de V.Z.W. SOCIAAL VERHUURKANTOOR VAN SINT-PIETERS-WOLUWE S.V.K. "LE RELAIS" - Beschikkingen**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117, 232, en 233 ;

Gelet op de beraadslaging van 27.06.2005 van het college van Burgemeester en Schepenen om Mw. Emmanuelle DIDIER te machtigen om vanaf 15.07.2005 het appartement gelegen op de 2de voorverdieping aan de voorkant van het gebouw gelegen in de François Gaystraat 74, 1150 Brussel, op tijdelijke basis te betrekken en de maandelijkse gebruiksvergoeding vast te stellen op 250,00 EUR en de maandelijkse voorziening voor waterverbruik op 9,00 EUR ;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20.09.2011 om vanaf 01.01.2012 het beheer van dit appartement toe te vertrouwen aan de V.Z.W. SOCIAAL VERHUURKANTOOR VAN SINT-PIETERS-WOLUWE S.V.K "LE RELAIS", St Michielskollegestraat 13, 1150 Brussel ;

Overwegende dat de gemeente Mw Emmanuelle DIDIER en het S.V.K "LE RELAIS" bij brief van 10.03.2016 heeft geïnformeerd dat zij besloten had een vastgoedproject uit te voeren voor de bouw van een passief gebouw op de gemeentelijke percelen gelegen in de François Gaystraat en in het bijzonder op de percelen waarop het bewoonde gebouw zich bevindt, met de sloop van dat gebouw tot gevolg ; dat de gemeente, om de verhuizing zo efficiënt mogelijk te organiseren, de huurder ook heeft uitgenodigd contact op te nemen met het S.V.K. "LE RELAIS" om de mogelijkheden van verhuizing in overweging te nemen ,

Overwegende dat het S.V.K. "LE RELAIS" de gemeente per e-mail van 07.01.2019 heeft laten weten dat de huurder begin februari 2019 de bewoning van bovengenoemd appartement zou beëindigen ; dat deze laatste inderdaad een nieuwe woning had gevonden ;

Overwegende dat Mw. Emmanuelle DIDIER de gemeente per e-mail van 13.01.2019 heeft laten weten dat de grootste deel van haar verhuizing op 02.02.2019 zal plaatsvinden, maar dat zij om organisatorische redenen nog tot half februari toegang tot het appartement zou willen hebben ;

Overwegende dat Mw. Emmanuelle DIDIER in haar e-mail verder specificeert dat zij, gezien de onzekerheid over de nood situatie waarin de bovengenoemde beslissing van de gemeente haar heeft geplaatst en gezien haar beperkte financiële middelen, in aanmerking zou willen komen voor een korting op de betaling van haar vergoeding voor de maand februari 2019 ;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 233 van de nieuwe gemeentewet, *"De gemeenteraad verleent, in voorkomend geval, aan de huurders of pachters van de gemeente de door dezen aangevraagde kwijtscheldingen waarop zij aanspraak kunnen maken ingevolge de wet of krachtens hun contract dan wel op gronden van billijkheid"* ;

Overwegende dat Mw. Emmanuelle DIDIER genoodzaakt is haar woning te verlaten naar aanleiding van het vastgoedproject van de gemeente in de François Gaystraat ; dat zij zich in een moeilijke financiële situatie bevindt ;

Overwegende dat het om deze redenen billijk is om Mw Emmanuelle DIDIER in staat te stellen een andere woning te betrekken zonder te veel schulden te maken en haar een korting te geven op de betaling van de huur van haar laatste maand, voor een bedrag van 352,17 euro ;

Overwegende dat het ook noodzakelijk is om het beheersmandaat van het S.V.K. "LE RELAIS" met betrekking tot het appartement te beëindigen wanneer het vastgoed vrijgegeven wordt ;

Overwegende dat Mw. Emmanuelle DIDIER de bovengenoemde woning zal verlaten en dat het gebouw vervolgens zal worden gesloopt ;

BESLUIT

1. om mevrouw Emmanuelle DIDIER een korting toe te kennen op de betaling van de huur voor de maand februari 2019 voor de bewoning van het

- appartement gelegen op de 2de verdieping aan de voorkant van het gebouw gelegen in de François Gaystraat 74, 1150 Brussel, voor een bedrag van 352,17 EUR en het S V K "LE RELAIS", dat gemachtigd is voor het beheer van bovengenoemde gebouw, te vragen om deze beslissing door te sturen naar de huurder ,
- 2 om het beheersmandaat met betrekking tot het appartement gelegen op de 2de voorverdieping aan de voorkant van het gebouw gelegen in de François Gaystraat 74, 1150 Brussel, toevertrouwd aan het S.V.K. "LE RELAIS", te beëindigen op de datum van vrijgave van het appartement door mevrouw Emmanuelle DIDIER ,
  - 3 om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmeis : 33 positieve stemmen.

---

## Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

26.02.2019/A/0017 **CBE-CC - Plan triennal - Plan établi par le Collège des Bourgmestre et Echevins et à soumettre à l'approbation du Conseil communal en exécution de l'article 242bis de la nouvelle loi communale - Exercices 2019-2020-2021 - Arrêt**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 242bis aux termes duquel deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le Collège des Bourgmestre et Echevins soumet au Conseil communal un plan triennal composé d'une note d'orientation et d'un plan de gestion ,

Vu la circulaire du 20.07.2018 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la note d'orientation et au plan de gestion prévus par l'article 242bis de la nouvelle loi communale et la directive européenne 2011/85 ;

Vu la circulaire du 20.07.2018 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative aux paramètres en vue de l'élaboration des plans de gestion prévus par l'article 242bis de la nouvelle loi communale et la directive européenne 2011/85 pour la période 2019-2021 ;

DECIDE d'arrêter le plan triennal pour les exercices 2019-2020-2021 en exécution de l'article 242bis de la nouvelle loi communale et composé des documents suivants .

- a. une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les exercices 2019-2020-2021 ;
- b un plan de gestion qui traduit budgétairement ladite note d'orientation, sous forme d'estimations et de perspectives.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**CBS-GR - Driejaarlijks plan - Plan opgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen en ter goedkeuring voor te leggen aan de Gemeenteraad in uitvoering**

**van artikel 242bis van de nieuwe gemeentewet - Dienstjaren 2019-2020-2021 - Vaststelling**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 242bis krachtens hetwelk tweemaal per zittingsperiode, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, het College van Burgemeester en Schepenen een driejaarlijks plan bestaande uit een orientatienota en een beheersplan voorlegt aan de Gemeenteraad ;

Gelet op de omzendbrief van 20.07.2018 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oriëntatienota en het beheersplan als bedoeld in artikel 242bis van de nieuwe gemeentewet en de Europese richtlijn 2011/85 ,

Gelet op de omzendbrief van 20.07.2018 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de parameters voor het uitwerken van de beheersplannen als bedoeld in artikel 242bis van de nieuwe gemeentewet en de Europese richtlijn 2011/85 voor de periode 2019-2021 ,

BESLUIT het driejaarlijks plan voor de dienstjaren 2019-2020-2021 vast te leggen in uitvoering van artikel 242bis van de nieuwe gemeentewet, driejaarlijks plan bestaande uit de volgende documenten :

- a. een orientatienota die de hoofdbeleidskeuzen gekozen voor de dienstjaren 2019-2020-2021 bevat ,
- b. een beheersplan dat de orientatienota begrotingsmatig vertaalt, in de vorm van ramingen en vooruitzichten

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

26.02.2019/A/0018 **CC - A.S.B.L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre - Exercice d'activité 2015 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre pour l'exercice d'activité 2015 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous



revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11 1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2015 de l'A.S.B.L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre .

1. compte d'exploitation générale 2015 :

charges ·	15.377,47 EUR
produits ·	16.461,40 EUR
résultat positif :	1.083,93 EUR

2. bilan 2015 :

actif-passif :	18.777,36 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte.

---

**GR - V.Z.W. RODE-KRUIS VAN BELGIË - Lokale afdeling van Sint-Pieters-Woluwe - Dienstjaar 2015 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 11 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. RODE KRUIS VAN BELGIË - Lokale afdeling Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2015 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V Z W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2015 van de V Z.W RODE KRUIS VAN BELGIE - Lokale afdeling Sint-Pieters-Woluwe .

1.- algemene exploitatierekening 2015 :

lasten :	15.377,47 EUR
opbrengsten :	16.461,40 EUR
batig resultaat :	1.083,93 EUR
2.- balans 2015 :	
actief-passief :	18.777,36 EUR

De Raad neemt akte.

---

26.02.2019/A/0019 **CC - A.S.B.L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre - Exercice d'activité 2016 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S B L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre pour l'exercice d'activité 2016 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2016 de l'A.S.B.L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre .

1. compte d'exploitation générale 2016 :

charges :	17.036,21 EUR
produits :	27.722,77 EUR
résultat positif :	10.686,56 EUR
2. bilan 2016 :	
actif-passif :	28.446,08 EUR

Le Conseil prend acte

---

**GR - V.Z.W. RODE-KRUIS VAN BELGIË - Lokale afdeling van Sint-Pieters-Woluwe - Dienstjaar 2016 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de door de V.Z.W. RODE KRUIS VAN BELGIË - Afdeling Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2016 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2016 van de V.Z.W. RODE KRUIS VAN BELGIË - Lokale afdeling Sint-Pieters-Woluwe :

1. algemene exploitatierekening 2016 :

lasten :	17.036,21 EUR
opbrengsten :	27.722,77 EUR
batig resultaat :	10.686,56 EUR
2. balans 2016 :

actief-passief .	28.446,08 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte.

---

26.02.2019/A/0020 **CC - A.S.B.L. A.R.A. - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14 11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. A R A. pour l'exercice d'activité 2017 ;

Considérant que les activités de ladite A S B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. A.R.A. :

1. compte d'exploitation générale 2017 :

charges :	12.532,43 EUR
produits :	23.413,36 EUR
résultat positif :	10.880,93 EUR

2. bilan 2017 :

actif-passif :	56.086,05 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte

33 votants : 33 votes positifs.

---

**GR - V.Z.W. "A.R.A". - Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken

ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,  
Gelet op de door de V.Z.W. "A.R.A." voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W. "A.R.A." :

1. algemene exploitatierekening 2017 :	
lasten :	12.532,43 EUR
opbrengsten :	23.413,36 EUR
batig resultaat :	10.880,93 EUR
2. balans 2017 :	
actief-passief :	56.086,05 EUR

De Raad neemt akte.

33 stemmers · 33 positieve stemmen.

---

26.02.2019/A/0021 **CC - A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2017 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2018 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.12.2016 désignant la

S P.R L. BST, rue Gachard 86/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2017, 2018 et 2019 ,  
Vu le rapport établi en date du 25.04.2018 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12 2017 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B L CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU pour l'exercice d'activité 2017 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11 1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU :

1. compte d'exploitation générale 2017 :

charges :	104.400,38 EUR
produits :	103.617,93 EUR
résultat négatif :	782,45 EUR

2. bilan 2017 :

actif-passif	53.818,20 EUR
--------------	---------------

Le Conseil prend acte.

---

**GR - V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" -  
Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2017 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2017 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal

verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.12.2016 die de B.V.B.A. BST, Gachardstraat 86/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2017, 2018 en 2019 ,

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 25.04.2018 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2017 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ,

Gelet op de door de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" :

1. algemene exploitatierekening 2017 :

lasten	104.400,38 EUR
opbrengsten	103.618,93 EUR
nadelig resultaat	782,45 EUR

2. balans 2017 :

actief-passief	53.818,20 EUR
----------------	---------------

De Raad neemt akte.

---

26.02.2019/A/0022 **CC - A.S.B.L. CITE-SERVICES - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CITE-SERVICES pour l'exercice d'activité 2017 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A S B.L. CITE-SERVICES

1. compte d'exploitation générale 2017 :

charges :	1.357.240,08 EUR
produits :	1.360.405,55 EUR
résultat positif :	3.165,47 EUR

2. bilan 2017 :

actif-passif :	498.717,95 EUR
----------------	----------------

Le Conseil prend acte

---

### **GR - V.Z.W. WIJKDIENSTEN - Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. WIJKDIENSTEN voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het



hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11 1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W. WIJKDIENSTEN :

1	algemene exploitatierekening 2017 :	
	lasten .	1.357.240,08 EUR
	opbrengsten :	1.360.405,55 EUR
	batig resultaat :	3.165,47 EUR
2.	balans 2017 .	
	actief-passief :	498.717,95 EUR

De Raad neemt akte.

---

26.02 2019/A/0023 **CC - A.S.B.L. VILLA FRANCOIS GAY - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01.03.2018 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2018 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. VILLA FRANCOIS GAY ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.12.2016 désignant la S.C.P.R.L. B.S.T., rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2017, 2018 et 2019 ,

Vu le rapport établi en date du 04.07.2018 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2017 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. VILLA FRANCOIS GAY pour l'exercice d'activité 2017 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. VILLA FRANCOIS GAY .

1. compte d'exploitation générale 2017 :

charges :	115.649,35 EUR
produits :	101.756,80 EUR
résultat négatif :	13 892,55 EUR

2. bilan 2017 :

actif-passif :	53.589,20 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte.

---

**GR - V.Z.W. "VILLA FRANCOIS GAY" - Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 01 03.2018 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2018 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "VILLA FRANCOIS GAY" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.12.2016 die de B.B.V.B.A. B.S.T., Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2017, 2018 en 2019 ,

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 04.07.2018 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2017 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "VILLA FRANCOIS GAY" voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W. "VILLA FRANCOIS GAY" :

1.- algemene exploitatierekening 2017 :

lasten :	115.649,35 EUR
opbrengsten :	101.756,80 EUR
nadelig resultaat :	13.892,55 EUR

2.- balans 2017 :

actief-passief :	53.589,20 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte.

---

26.02.2019/A/0024 **CC - A.S.B.L. "ZONIENZORG" - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR, la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR, seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. "ZONIENZORG" pour l'exercice d'activité 2017 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. "ZONIENZORG" :

1. compte d'exploitation générale 2017 :	
charges	216.100,56 EUR
produits	243.986,13 EUR
résultat positif	27.885,57 EUR
2. bilan 2017 :	
actif-passif	203.155,21 EUR

Le Conseil prend acte.

---

### **GR - V.Z.W. ZONIENZORG - Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR, de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR, ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. ZONIENZORG voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W. ZONIENZORG :

1. algemene exploitatierekening 2017 :

lasten	216.100,56 EUR
opbrengsten	243.986,13 EUR
batig resultaat	27.885,57 EUR
2. balans 2017 :	
actief-passief	203.155,21 EUR

De Raad neemt akte.

## Secrétariat - Secretariaat

26 02.2019/A/0025 **CC - Motion "Zéro plastique dans les services de l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL et Mme Alexia BERTRAND)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Motion - "Zéro plastique dans les services de l'administration"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et de Mme Alexia BERTRAND, conseillers communaux ;

Vu les amendements à ladite motion discutés en Commission du Conseil communal du 25.02 2019 entre les différents groupes qui composent le Conseil communal ;

DECIDE d'adopter la motion suivante .

"Considérant la problématique mondiale liée à l'utilisation du plastique et aux dégâts environnementaux que celui-ci peut causer ;

Considérant que la lutte contre le dérèglement climatique et la protection de notre environnement sont devenues des priorités majeures des citoyens et que le monde politique doit prendre ses responsabilités à chaque niveau de pouvoir, à commencer par le niveau local ,

Considérant les mesures prises par l'Union européenne de réduction de l'incidence sur l'environnement de certains produits en plastique (notamment plastiques à usage unique) suite à l'accord du 19 décembre 2018 entre les Etats de l'Union européenne et le Parlement européen sur la directive dite "plastiques à usage unique" ,

Considérant que la pollution plastique est extrêmement grave Elle cause, entre autres, des vortex de déchets dans les océans, le plus grand faisant 1,6 million de km<sup>2</sup>. Au niveau européen, agir à la source permettrait d'éviter des dommages environnementaux dont le coût d'ici à 2030 s'élèverait à 22 milliards d'euros ;

Considérant l'étude publiée en 2015 par l'Agence nationale australienne pour la science qui conclut que 99 % des animaux marins auront ingéré du plastique d'ici 2050 ; que selon l'Institut français de recherche pour le développement, le plastique tue plus d'1,5 millions d'animaux chaque année ;

Vu la stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire ;

Vu la directive relative à la réduction de l'incidence sur l'environnement de certains produits en plastique ,

Vu la stratégie fédérale en faveur d'un recyclage plus effectif des matières plastiques ,

Vu la stratégie régionale qui vise à réduire l'usage de pailles et de sacs en plastique ;

Considérant que la moitié du plastique produit annuellement est à usage unique ;

Considérant que 480 milliards de bouteilles plastiques sont vendues dans le monde

chaque année ;

Considérant qu'en Belgique on génère 30 kg de déchets d'emballages plastiques par personne ;

Considérant que la plupart des Belges sont favorables aux mesures visant à réduire les déchets plastiques, puisque 86 % d'entre eux sont préoccupés par les effets des plastiques sur l'environnement et 78 % s'inquiètent de l'incidence des plastiques sur leur santé ,

Considérant que des petites actions au quotidien participent à un changement de mentalité plus profond ;

Considérant que des produits comme les poubelles, les récipients (bouteilles en plastique, etc ), les sacs, les chaises, le matériel de bureau, les seaux, les outillages, etc... ont une durée de vie limitée et doivent être changés, pour certains, régulièrement ;

Considérant que des alternatives existent aux couverts, assiettes, pailles, mélangeurs, verres en plastique à usage unique qui peuvent être remplacés/fabriqués en matériaux plus durables ;

Considérant qu'en tant que "comm'acteur public", la commune de Woluwe-Saint-Pierre dispose d'une responsabilité en matière de lutte contre la prolifération des déchets plastiques ; que la commune doit être acteur de changement, devenir une "commune-pilote" ;

Considérant que les services publics, les membres du Collège et du Conseil communal doivent monter l'exemple ,

Considérant le plan d'action "Agenda 21" de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et les actions déjà prises ou en cours (remplacement des bouteilles par des gourdes ; fontaines à eau ; suppression des mélangeurs ; suppression des gobelets de café ; fourniture en vrac des aliments en crèches, ..) ;

Considérant que des actions concrètes peuvent et doivent être menées au sein de l'administration communale afin de diminuer son empreinte « plastique » en lien avec tout le personnel et ses élus locaux, et tendre vers le "zéro déchet" dans le contexte d'une "administration en transition écologique" ;

DECIDE :

Article 1 . De supprimer progressivement les plastiques à usage unique dans l'ensemble des services communaux afin de tendre vers un objectif "zéro plastique à usage unique" d'ici 2024 ;

Article 2 : De s'engager durablement dans un processus concret et progressif de suppression ou remplacement des objets plastiques au sein de l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre en prévoyant .

- l'insertion dans des cahiers des charges d'exigences techniques prévoyant l'obligation pour tout soumissionnaire de privilégier une solution respectueuse de l'environnement pour l'objet en question en lien avec sa production, de son recyclage et de son "cycle de vie" ;
- la mise en place de critères spécifiques d'attribution liés à la protection de l'environnement, en collaboration avec les conseiller.e.s au sein de l'administration qui peuvent apporter leur expertise en la matière ;

Article 3 : D'œuvrer au quotidien pour que l'ensemble des services communaux voie son utilisation globale de plastique diminuée voire supprimée en faveur des alternatives "sans plastique" ou des matériaux durables ;

Article 4 : De mener des campagnes de sensibilisation auprès de tous les publics afin de privilégier une consommation durable et responsable, notamment concernant le

recours à des récipients réutilisables et au vrac, ou encore en misant sur un objectif "zéro déchet" (crèches, écoles, centres sportifs, centres culturels et de quartier, commerçants, ...),

Article 5 : D'engager la commune dans ce projet de réduction de la quantité de déchets et d'utilisation de plastique à usage unique lors des événements publics ;

Article 6 . De demander au Collège de présenter, dans l'année, les mesures du plan d'action "Agenda 21 - une administration en transition" qui répondent aux objectifs précités ;

Article 7 : De transmettre la présente délibération à l'ensemble des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à la Ministre fédérale de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable et à la Ministre bruxelloise chargée notamment de la Qualité de vie, de l'Environnement et de l'Énergie ; engager un dialogue actif sur les mesures à prendre à court terme et à plus long terme".

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

### **GR - Motie "Geen plastic in de diensten van het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe" (Mw. Anne-Charlotte d'URSEL en Mw. Alexia BERTRAND )**

DE RAAD,

Gelet op het dossier "Motie "Geen plastic in de diensten van het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe"", dat op verzoek van Mw Anne-Charlotte d'URSEL en Mw. Alexia BERTRAND, gemeenteraadsleden, op de agenda van de gemeenteraad werd geplaatst ,

Gelet op de amendementen aan deze motie die in het Comité van de Gemeenteraad van 25.02.2019 werden besproken tussen de verschillende groepen die deel uitmaken van de Gemeenteraad ;

BESLUIT volgende motie goed te keuren .

"Gelet op de wereldwijde problematiek veroorzaakt door het gebruik van plastic en de bijhorende milieuverontreiniging ;

Overwegende dat de strijd tegen de klimaatontregeling en de milieubescherming een van de prioriteiten van de burger is geworden en dat de politieke wereld op elk niveau haar verantwoordelijkheid moet opnemen, te beginnen met het lokale niveau ;

Overwegende de maatregelen die de Europese Unie heeft genomen om de milieueffecten van bepaalde plastic producten (met name plastic producten voor eenmalig gebruik) te verminderen naar aanleiding van het akkoord van 19 december 2018 tussen de staten van de Europese Unie en het Europees Parlement over de zogenaamde richtlijn "Kunststof voor eenmalig gebruik" ;

Gezien het feit dat plastic vervuiling zeer ernstig is. Die veroorzaakt onder andere vortexen van afval in de oceanen, waarvan de grootste 1,6 miljoen km<sup>2</sup> is. Op Europees niveau zou actie aan de bron voorkomen dat de milieuschade tegen 2030 22 miljard euro zou kosten ;

Gezien de studie die in 2015 gepubliceerd werd door het Australische National Science Agency, waarin wordt geconcludeerd dat 99 % van de zeedieren tegen 2050 plastic zal hebben geconsumeerd ; volgens het Franse onderzoeksinstituut voor ontwikkeling doodt plastic elk jaar meer dan 1,5 miljoen dieren ;

Gelet op de Europese strategie inzake kunststoffen in een circulaire economie ;

Gelet op de richtlijn betreffende de vermindering van de milieueffecten van bepaalde kunststofproducten ;

Gelet op de federale strategie voor een efficiëntere recyclage van kunststoffen ;

Gelet op de gewestelijke strategie om het gebruik van rietjes en plastic zakken te verminderen ,

Overwegende dat de helft van de jaarlijks geproduceerde kunststoffen slechts voor eenmalig gebruik is ;

Overwegende dat er wereldwijd 480 miljard plastic flessen per jaar verkocht worden ,

Overwegende dat in België 30 kg kunststof verpakkingsafval per persoon geproduceerd wordt ,

Overwegende dat de meeste Belgen voorstander zijn van maatregelen om de hoeveelheid kunststofafval te verminderen, aangezien 86 % van hen bezorgd zijn over de effecten van kunststoffen op het milieu en 78 % over de impact van kunststoffen op hun gezondheid ;

Overwegende dat kleine dagelijkse acties bijdragen aan een diepere mentaliteitsverandering ,

Overwegende dat voorwerpen zoals vuilnisbakken, recipiënten (plastic flessen, enz.), draagtassen, stoelen, kantoormateriaal, emmers, gereedschap, enz. een beperkte levensduur hebben en regelmatig vervangen moeten worden ;

Overwegende dat er alternatieven bestaan voor bestek, borden, rietjes, mixers, wegwerpglazen die kunnen worden vervangen/gemaakt van duurzame materialen ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe als "publieke actor" een verantwoordelijkheid heeft in de strijd tegen de proliferatie van kunststofafval , dat de gemeente een actor van verandering, een "pilotgemeente" moet worden ,

Overwegende dat de openbare diensten, de leden van het college en de gemeenteraad het goede voorbeeld moeten geven ,

Gezien het actieplan "Agenda 21" van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de reeds genomen of lopende acties (vervanging van flessen door drinkbussen , waterfonteinen , afschaffing van mixers ; afschaffing van koffiebekers ; bulklevering van voedsel in kinderdagverblijven,...) ,

Overwegende dat er binnen het gemeentebestuur concrete acties kunnen en moeten worden ondernomen om de "plastic voetafdruk" van het gemeentebestuur met betrekking tot alle personeelsleden en lokale verkozenen te verminderen en om in het kader van een "administratie in ecologische transitie" naar "nul afval" te evolueren ;

**BESLUIT .**

Artikel 1 : Om geleidelijk aan kunststoffen voor eenmalig gebruik in alle gemeentelijke diensten te verwijderen om tegen 2024 een doelstelling van "nul kunststoffen voor eenmalig gebruik" te bereiken ;

Artikel 2 : Om zich duurzaam te engageren in een concreet proces voor de opheffing van plastic voorwerpen in het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe door het volgende te voorzien :

- het opnemen in de bestekken van technische vereisten die elke inschrijver verplicht om te kiezen voor een oplossing in het meest milieuvriendelijke materiaal gekoppeld aan zijn productie, zijn recyclage en "levensduur" ;
- de toepassing van specifieke gunningscriteria in verband met milieubescherming, in samenwerking met de adviseurs binnen de overheid die hun expertise op dit gebied kunnen leveren ;

Artikel 3 : Om dagelijkse inspanningen te leveren opdat het gebruik van voorwerpen voor eenmalig gebruik in de gemeentediensten verminderd of zelfs opgeheven zou worden ten gunste van "plasticvrije" alternatieven of duurzame materialen ;

Artikel 4 : Om bewustmakingscampagnes te voeren die gericht zijn op alle doelgroepen om duurzaam en verantwoord verbruik te bevorderen, in het bijzonder met betrekking



tot het gebruik van herbruikbare recipienten en bulkgoederen, of door te focussen op een "nul afval"-doelstelling (kinderdagverblijven, scholen, sportcentra, culturele en buurtcentra, handelaars, enz.) ,

Artikel 5 : Om de gemeente te betrekken bij dit project om de hoeveelheid afval en plastic voor eenmalig gebruik te verminderen bij openbare evenementen ;

Artikel 6 : Om het college te vragen om in de loop van het jaar de maatregelen van het actieplan "Agenda 21 - een administratie in transitie" voor te stellen die beantwoorden aan de hierboven vermelde doelstellingen ;

Artikel 7 . Om deze beraadslaging door te sturen naar alle gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook naar de federale minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling en de Brusselse minister die in het bijzonder bevoegd is voor Levenskwaliteit, Milieu en Energie ; om een actieve dialoog aan te gaan over de maatregelen die op korte en langere termijn moeten worden genomen".

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

26.02.2019/A/0026 **CC - Interpellation - "Fermeture de la piscine communale de juin à septembre"**  
**(Mme Alexia BERTRAND)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Fermeture de la piscine communale de juin à septembre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

La presse a relayé ce matin le fait que la piscine du complexe sportif de Woluwe-Saint-Pierre sera fermée du 01.06 au 31.08 inclus.

Ces travaux de rénovation ont dû être planifiés de longue date. Comment la période a-t-elle été choisie? Y a-t-il urgence? Aucune période n'est idéale, bien entendu. Le mois de juin est le moment classique des brevets et les mois de juillet et août sont importants pour les familles passant leurs vacances à Bruxelles. Avez-vous envisagé de faire cela plutôt sur août - sept - oct avec les avantages et les inconvénients que ce choix comporte également (avantage: le mois de juillet serait disponible pour les vacanciers. Inconvénient : empiète sur la période scolaire et les cours de natation) ?

Par ailleurs, en début d'année scolaire, de nombreux élèves d'écoles de la commune se sont acquittés d'un abonnement de 52,00 EUR pour une période allant du 03.09.2018 au 31.08.2019 inclus.

Est-il équitable de faire payer l'intégralité de l'abonnement alors que ceux-ci ne pourront en profiter que les 3/4 de l'année? Quelles mesures la commune a-t-elle prévu pour compenser ces familles ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Déchetterie"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :  
"Madame Caroline LHOIR,  
De nombreux habitants, riverains de la déchetterie, se plaignent depuis la cession de cette dernière à la Région de nombreuses nuisances supplémentaires. Les habitants ont peur que cette situation dévalorise leur bien. Quelles mesures comptez-vous prendre pour limiter les nuisances et notamment le bruit qui commence parfois très tôt le matin ?  
Il semblerait que la petite rue de l'hôpital soit devenue un vrai dépotoir avec carcasses de voitures et déchets en tous genres. Il n'y a aucun avancement, remarqué par les habitants, sur ce point malgré les propos tenus en septembre 2018 sur le mauvais management de l'atelier communal. Que comptez-vous faire pour résoudre la problématique ?" ;
2. a réponse qui lui donnée par Mme Caroline LHOIR, échevin ;
- 3 de même que l'intervention de M. Christophe DE BEUKELAER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Parking avenue Granchamps"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal ,

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :  
"Monsieur DE BEUKELAER,  
Des habitants de l'avenue Granchamp se plaignent du fait qu'ils ne peuvent plus garer dans leur rue du fait que depuis les nouvelles de stationnement dans une partie de la rue au bois, de nombreux véhicules viennent se garer avenue Granchamps et ce parfois pour de très longues périodes. Que pourriez-vous faire pour améliorer la situation ? Le passage en zone disque bleu ne serait-il pas une solution ?" ;
2. la réponse qui lui donnée par M. Christophe DE BEUKELAER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Trottinettes"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :  
"Monsieur DE BEUKELAER,  
Les modes alternatifs de mobilité sont à encourager et notamment les trottinettes. Cependant, une certaine anarchie règne concernant le parking de ces trottinettes. Certaines sont aux sols ou à des endroits isolés ou garés sans avoir demandé aucune permission. Ne serait-il pas utile de prendre des mesures en la matière comme de nombreuses communes bruxelloises l'ont déjà fait afin de responsabiliser la société exploitante. Quelles mesures comptez-vous prendre à ce niveau ?" ;
2. la réponse qui lui a été donnée par M. Christophe DE BEUKELAER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

*Georges Dallemagne quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

26.02.2019/A/0030 **CC - Interpellation - "Curieuse gestion du stationnement place Dumon" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Curieuse gestion du stationnement place Dumon"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :  
"Depuis, fin 2017, 2 agents sont en permanence affectés à la place de 9h30 à 18h30 du lundi au samedi sauf quand il y a marché. Ceux-ci semblent avoir deux missions : 1. Expliquer comment fonctionne l'horodateur... 2. Organiser le stationnement sur la place.  
Nous pouvons imaginer aisément que lorsque les règles changent (où que ce soit d'ailleurs), il faut en toute logique un temps d'adaptation. Les habitants de WSP pouvaient précédemment se garer gratuitement simplement avec leur carte de riverains valable dans toute la commune ensuite (depuis 2014), ils ont du prendre un ticket 30 minutes gratuites et enfin nouvel horodateur, nouvel usage toujours pour 30 minutes gratuites.  
Que faites-vous quand quelques distraits laissent leur voiture au-delà de 18h30 ? Cela arrive de temps à autres.  
Cet horodateur est-il si compliqué qu'il faut en permanence 2 personnes pour aider les usagers à s'en servir ? Il est de plus régulier malgré la présence de ces sympathiques agents qu'il y ait une file de personnes qui attendent de prendre leur ticket de parking. Comment résoudre cette problématique ?  
En quoi cette place est-elle si différente des autres places qu'elle nécessite la présence de 2 personnes pour vous expliquer où vous pouvez vous garer ?  
Certains Collèges ont fait le choix de bien baliser les endroits où se garer

comme place Saint Lambert par exemple à Woluwe-Saint-Lambert Pourquoi ne l'avez-vous pas pensé de cette façon avec un balisage plus clair ?

D'autres places comme la place Sainte-Alix laisse les visiteurs se garer où ils veulent et ça fonctionne très bien. Pas besoin d'agents de parking. Qu'y a-t-il de si particulier sur cette place qui nécessite la présence de 2 personnes en permanence ?

Quel est le statut de ces 2 agents ? Par qui sont-ils payés ? Jusqu'à quand ?

Nous réitérons 2 de nos demandes sommes toutes de bon sens :

Pourquoi fermer la place à 18h30 et souvent plus tôt encore alors que les magasins ferment à 19h et que nous savons tous que de nombreuses courses se font alors rapidement par les habitants en rentrant du bureau, une aubaine pour les commerçants ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M. Christophe DE BEUKELAER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

26.02 2019/A/0031 **CC - Interpellation - "Droits de la Communauté LGBT" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Droits de la Communauté LGBT"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Madame l'Echevine,

Suite à l'article que nous avons publié dans le Wolumag sur les droits de la Communauté LGBT, nous avons reçu des réactions de citoyens de la commune concernés par cet enjeu et soucieux de savoir quelles seront les politiques menées par WSP en la matière

Vous aurez sans doute tout comme nous reçu durant la campagne pour les élections communales le memorandum de la Rambow House Brussels qui adressait à tous les mandataires locaux une série de recommandations très concrètes en matière d'inclusion de la communauté LGBT

Si un échevinat pour l'égalité des chances existe dans notre commune, force est de constater qu'aucune action n'a été développée durant la mandature précédente.

Raison pour laquelle je m'adresse à vous aujourd'hui en votre nouvelle qualité, pour savoir quelles sont vos intentions . allez-vous rédiger un plan pour l'émancipation et l'égalité de tous ? Comptez-vous y associer un calendrier et un budget ? Comptez-vous traiter les plaintes et les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle ? Comptez-vous adapter la programmation culturelle pour une plus grande représentativité des identités plurielles ? Comptez-vous former les services de la population, ainsi que le personnel des crèches et des écoles à l'accueil des enfants issus de ces familles LGBT ?

Allez-vous afficher publiquement votre soutien en faveur de l'égalité et de l'émancipation de tout un chacun ? Et si oui, de quelle manière ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin ;

3. de même que les interventions de M. Pascal LEFÈVRE, échevin, M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, et Mme Caroline LHOIR, échevin.